

LA SYRIE SUR LE CHEMIN DE LA RECONSTRUCTION ?

Grégoire Descamps pour Menara & Génération Émergents

08/08/2025

Synthèse

Déchu le 8 décembre 2024, Bachar al-Assad laisse en héritage une Syrie meurtrie par plusieurs décennies de dictature et plus de dix années de guerre civile. Ce document propose un état des lieux complet de la situation syrienne depuis la fin du régime assadiste et interroge les perspectives de la reconstruction du pays. Si ce rapport se penche davantage sur les aspects économiques et financiers de la reconstruction, il s'attèle à ne pas réduire celle-ci à ces simples aspects. La reconstruction est un concept transversal qui s'incarne dans chacun des pans de la société, a fortiori dans le contexte syrien qui se démarque par l'ampleur des enjeux de reconstruction du pays, qu'ils soient de nature humanitaire, politique ou économique. La question économique est même subordonnée aux tendances politiques. Néanmoins, dans cet environnement post-conflit, sensible à une reprise de la violence, les évolutions économiques ont d'autant plus d'effet sur le processus de paix, sinon d'apaisement. L'économie doit servir la paix. **Les différentes composantes de la population syrienne doivent voir les bénéfices de la fin du régime assadiste et de la guerre civile.**

La première partie du rapport se concentre sur la structuration de la Syrie contemporaine sous le joug du clan Assad et du parti Baath. Indépendante en 1946, la Syrie aura été fermement contrôlée par la famille Assad et leurs proches pendant 54 ans. Une telle persistance n'est pas anodine et les années Assad ne pourront pas être balayées d'un revers de main. Si le pouvoir effectif de Bachar al-Assad et de ses proches est aujourd'hui bel et bien disparu, les effets de sa politique lui survivront.

La résistance des mécanismes hérités du régime assadiste dépend de la faculté des nouvelles autorités à mettre en place de nouvelles institutions solides et efficaces afin d'organiser la transition politique du pays. Si le nouveau gouvernement, dominé par les cadres de l'organisation djihadiste rebelle Hayat Tahrir al Sham (HTS) qui a renversé Bachar al-Assad, a affirmé à maintes reprises sa volonté de réconciliation nationale et de mise en place d'une

transition démocratique, les premiers mois de son exercice du pouvoir révèlent des tendances bien différentes. La Syrie est dominée par un groupe restreint qui concentre tous les pouvoirs et qui se montre réticent à établir un véritable processus d'inclusion démocratique. De tels manques nourrissent les craintes de parties de la population, notamment les communautés ethnoconfessionnelles minoritaires (Druze, Alaouite, Kurdes), et renforcent ainsi la fragmentation du pays.

En déficit de légitimité et d'autorité sur le plan intérieur, les nouvelles autorités syriennes tentent de la construire par ses réussites sur le plan diplomatique. En seulement quelques mois, les nouveaux dirigeants syriens sont parvenus à tisser un réseau de soutiens régionaux solides, incarnés par la Turquie, l'Arabie Saoudite et le Qatar. Ces pays, évidemment motivés par des intérêts propres, sont en première ligne de la réhabilitation politique de la Syrie parmi la communauté internationale et de la reconstruction économique du pays. De plus, les nouvelles autorités, malgré les réticences dues à leur passé djihadiste, ont réussi à convaincre l'administration américaine et les pays membres de l'Union européenne à lever les principales sanctions qui pesaient sur l'économie syrienne depuis de nombreuses années.

Alors que la reconstruction de la Syrie se chiffre entre 250 et 923 milliards de dollars¹, **la mobilisation de l'appui étranger est fondamentale**. Affaiblie par quatorze années d'économie de guerre, la capacité de financement du pays est nulle. Au-delà des besoins massifs de financement, la Syrie repose également sur le soutien étranger pour ce qui concerne les capacités techniques et opérationnelles. La Syrie souffre d'un manque de main d'œuvre qualifiée, partie du pays à cause de la guerre civile, et de la faiblesse de ton tissu économique et industriel, incapable de prendre en main la reconstruction.

Néanmoins, la délégation partielle de la reconstruction de la Syrie ne doit pas entraîner une omission des Syriens dans ce processus. Une reconstruction qui entraînerait un développement économique exclusif et restreint précipiterait la résurgence de l'instabilité et de la violence. Les financements nécessitent d'être fléchés dans la reconstruction d'un tissu industriel syrien autonome qui permettrait un développement durable pour l'ensemble de la population.

À cette exigence de relance économique s'ajoute, et surpassé même, une urgence humanitaire persistante. Des millions de Syriens demeurent déplacés, sans accès à une alimentation suffisante, à des soins de santé adéquats ou à un hébergement digne. Cette situation humanitaire oblige à une mobilisation immédiate de ressources.

Pourtant, l'articulation entre aide humanitaire et reconstruction économique soulève des tensions. L'aide d'urgence, souvent canalisée par des circuits internationaux, peut contourner les structures locales et ralentir la montée en puissance d'une économie nationale. De plus, l'orientation des flux financiers vers le court terme humanitaire peut se faire au détriment des investissements de long terme nécessaires au développement. **Il importe donc de penser conjointement réponse humanitaire et stratégie économique**, afin de ne pas sacrifier l'un à l'autre, mais de les rendre mutuellement compatibles.

¹ [UNDP - Syria socioeconomic assessment](#)

Dans ce cadre, la nouvelle administration syrienne joue un rôle central. **La mise en place d'un cadre macroéconomique stable est indispensable dans la reconstruction syrienne.** Dans l'immédiat, il s'agit d'atténuer les tensions sociales, relancer l'emploi, freiner la hausse des prix, assurer la sécurité alimentaire et garantir un accès minimal aux services de base. La relance de l'investissement public, même exogène, doit s'inscrire dans une logique de développement territorial équilibré. Le risque est grand que la reconstruction se concentre dans les grandes villes ou les zones politiquement fidèles au pouvoir, aggravant les fractures régionales.

In fine, l'avenir économique de la Syrie repose moins sur l'appui extérieur que sur la capacité à rebâtir un contrat social. Une économie fonctionnelle exige une société pacifiée, un État réformé et des institutions au service de l'intérêt général. C'est dans cette direction que doivent converger les politiques de reconstruction.

Table des matières

INTRODUCTION.....	5
La Syrie contemporaine sous Bachar al-Assad.....	6
De Hafez à Bachar : approfondissement économique et politique.....	6
La transformation en économie de guerre à partir de 2011.....	9
La Syrie à l'agonie	10
Agonie humaine.....	10
Agonie économique	11
Agonie infrastructurelle.....	12
Les enjeux de la transition politique	13
Affirmation et légitimation du gouvernement de transition	13
Les nouvelles autorités face aux facteurs internes d'instabilité	15
La question des minorités.....	15
Acteurs hostiles	18
Dynamiques géopolitiques post-Assad et effets internes.....	19
Relations avec les puissances régionales.....	19
Turquie.....	19
Les pétromonarchies du Golfe	20
Levée des sanction et réintégration internationale	21
Historique des sanctions	21
Les modalités de la levée des sanctions.....	22
Réintégration dans les instances multilatérales	24
Politiques macroéconomiques de la reconstruction	25
Réforme monétaire et stabilisation de la livre syrienne	26
Gestion de la dette publique	28
Financement de la reconstruction	29
Entre urgence humanitaire et volonté de développement : quelle reconstruction de la Syrie ?	31
Rôle de la diaspora et des déplacés internes.....	31
Reconstruction énergétique.....	33
Reconstruction agricole	35
Reconstruction des infrastructures stratégiques.....	36
CONCLUSION.....	38

INTRODUCTION

D'après les travaux de différents chercheurs ou organisations internationales, depuis 1945, près de la moitié des pays ayant connus une guerre civile retombent dans un cycle de violence dans les cinq années suivant la fin initiale du conflit². Cette donnée rappelle la fragilité intrinsèque des processus de sortie de guerre, en particulier dans un pays comme la Syrie, où plus d'une décennie de guerre civile a laissé un tissu étatique déchiré, une économie exsangue et une société fragmentée. Le 20 mai, Marco Rubio, secrétaire d'Etat des Etats-Unis, alertant sur le retour potentiel d'une « guerre civile à grande échelle » justifia ainsi la décision américaine de lever les sanctions économiques pesant sur la Syrie.

La transition engagée depuis la chute de Bachar al-Assad doit affronter un double impératif souvent contradictoire. D'un côté, l'urgence humanitaire et la restauration rapide d'une autorité publique crédible sont essentielles pour prévenir un nouvel embrasement. De l'autre, la stabilisation durable suppose la mise en place d'institutions inclusives, la réconciliation nationale et un cadre économique capable de soutenir la reconstruction à moyen et long terme. Trouver l'équilibre entre ces deux horizons conditionne la réussite du processus syrien.

L'expérience montre qu'en sortie de conflit l'économie reste tributaire des avancées politiques. Concevoir un calendrier de relance crédible demeure ardu. Il n'en reste pas moins que des mécanismes humanitaires efficaces et un socle macroéconomique solide peuvent générer des effets vertueux, en consolidant la stabilité politique et en renforçant la confiance des citoyens comme des bailleurs.

La reconstruction économique syrienne exige d'aborder simultanément les questions de financement, les priorités de politiques publiques et les contraintes géopolitiques. Six mois après la chute du régime, le recul est encore limité, mais il permet de dresser un premier état des lieux. Malgré le discours officiel en faveur d'un gouvernement inclusif et démocratique, le pouvoir reste tenu par un cercle restreint, ce qui accentue l'incertitude sur la trajectoire de la transition.

Dans ce contexte, analyser les ressorts économiques de la reprise syrienne revient à examiner les marges de manœuvre d'un État post-conflit confronté à la fois à l'ampleur de la tâche, au poids des rivalités régionales et à la nécessité de (ré)inventer un modèle de développement viable.

Si cet article évoque inévitablement des enjeux centraux comme la réforme institutionnelle ou la justice transitionnelle, il se concentre d'abord sur les dimensions économiques de la reconstruction.

² Conflict Relapse and the Sustainability of Post-Conflict Peace, Barbara Walter : 57% des pays ayant connu une guerre civile entre 1945 et 2009 ont connu un autre conflit ensuite
Post-Conflict Societies: Chances for Peace and Types of International Support, German Development Institute : 50% des pays ayant connu une guerre civile entre 1990 et 2017 ont connu un autre conflit ensuite

La Syrie contemporaine sous Bachar al-Assad

La place occupée par la Syrie dans les échanges de populations, de marchandises et de connaissances s'inscrit dans une dynamique historique de temps long. Situé au cœur du Croissant fertile, zone en arc-de-cercle considérée comme le berceau de l'urbanisation, de l'écriture et du commerce, le territoire syrien fut l'un des premiers espaces de sédentarisation humaine. Sans vouloir tomber dans un déterminisme historique qui conférerait à la Syrie une place éternelle dans les flux de populations et de marchandises, il demeure que l'histoire syrienne, couplée à sa position géographique incontestablement stratégique expliquent en partie l'énergie déployée par les principales puissances régionales et internationales pour nouer des liens diplomatiques et économiques avec le nouveau gouvernement syrien.

La fin du régime de Bachar al-Assad conclut le long moment baathiste au Proche-Orient, débuté en 1963 par deux coups d'Etat successifs en Irak puis en Syrie. Indépendante depuis 1946 et la fin du mandat français, la Syrie aura donc connu plus de soixante années consécutives sous la domination du parti Baath.

Plus déterminant encore, le clan al-Assad aura dominé la Syrie pendant cinquante-quatre années : le père Hafez de 1970 à 2000 puis le fils Bachar de 2000 à 2024. Le fonctionnement de la Syrie contemporaine a été façonné par les Assad et leurs proches. Il convient donc, avant de plonger dans le chemin de la reconstruction syrienne, de revenir sur le système politique et économique mis en place par le clan assadiste, et d'expliquer les causes de la chute du dictateur Bachar al-Assad.

De Hafez à Bachar : approfondissement économique et politique

Bachar al-Assad, deuxième fils de Hafez, succède à son père en 2000 à la suite du décès de ce dernier. **Sous Hafez al-Assad, la Syrie s'est construite autour d'un parti unique, d'un État fort et d'une économie planifiée.**

En 1970, Hafez al-Assad parachève le coup d'État de 1963 mené par le parti Baath, duquel il devient simultanément président de la République, secrétaire général du parti et commandant suprême des forces armées. La Constitution de 1973 consacre son pouvoir personnel et celui du Baath, tandis que les organes de sécurité se voient confier un rôle prépondérant dans le contrôle politique.

Sur le plan économique, le régime applique l'idéologie socialiste baathiste³. La Constitution de 1973⁴ impose une économie « organisée concordamment » avec le socialisme ; la propriété publique (grandes industries, banques, services) prime sur la propriété privée, soumise à « l'intérêt général » et souvent expropriée sans indemnité significative. Les nationalisations massives des années 1960-70⁵ et la distribution des actifs d'Etat aux proches du pouvoir forment le socle d'un clientélisme qui sera l'un des socles du fonctionnement politique et économique de la Syrie jusqu'à la chute de Bachar al-Assad. Les secteurs stratégiques, notamment les hydrocarbures, sont confiés à la famille et aux soutiens du

³ Le baathisme est un mouvement nationaliste arabe socialiste et laïc

⁴ [Constitution du 13 mars 1973](#)

⁵ Nationalisation des banques privées dès mai 1963, des ressources pétrolières et minières en 1965

régime, tandis que les revenus de redistribution consolident la loyauté d'une partie de la population.

Le fonctionnement politique et social de la Syrie repose alors sur plusieurs contrats : les élites soutiennent le parti en échange de pouvoir et d'argent ; le parti se mue en protecteur de la population via de larges systèmes de redistribution ; le parti contrôle la société via ses organes de sécurité et réprime dans le sang toute tentative de révolte (massacre d'Hama en 1982⁶).

Si l'on assiste à une libéralisation de l'économie à partir des années 1990, en partie forcée par la chute de l'URSS qui maintenait à flot la Syrie, les résultats sont peu probants. Le secteur privé reste embryonnaire, l'appareil productif peu diversifié, et l'État demeure structurellement dépendant des hydrocarbures pour financer les services publics et maintenir son pouvoir.

Bachar al-Assad, initialement destiné à mener une vie d'ophtalmologue à Londres, devient le favori à la succession après la mort de son aîné Bassel en 1994, et remplace effectivement son père après son décès en 2000.

Aspirant à une libéralisation des institutions et de l'économie, le peuple syrien croit en la vision réformatrice initiale de Bachar al-Assad. Le discours d'investiture de Bachar al-Assad suscite d'immenses espoirs. Il promet des réformes économiques et sociales, la fin de l'état d'urgence en vigueur depuis 1963⁷ et la libération des prisonniers politiques. Les défis sont pourtant nombreux.

S'il souhaite libéraliser l'économie, il doit refonder l'ensemble du fonctionnement institutionnel et administratif du pays, sortir des logiques clientélistes au risque de perdre la loyauté de certains proches du régime, surmonter les oppositions des responsables politiques et militaires au pouvoir depuis des décennies et qui profitent allègrement du contrôle de l'économie par le parti.

S'inspirant du modèle de développement ouest-allemand, le nouveau maître de Damas promeut une « économie sociale de marché » à la syrienne. Théoriquement, l'idée d'une telle organisation de l'économie était de permettre l'émergence de l'économie de marché tout en maintenant le rôle protecteur de l'Etat, garant de la justice sociale et pourvoyeur de services publics, permettant de garantir la pérennité de la place occupée par le parti.

Concrètement, la relative ouverture économique imaginée par le nouveau pouvoir syrien poursuivait deux objectifs :

Le premier était d'attirer les investissements étrangers. En raison du délitement de la puissance soviétique et du démantèlement de son empire, et alors que la puissance chinoise n'avait pas encore pleinement émergé, rares étaient les acteurs étrangers non-occidentaux qui disposaient d'une réelle capacité d'investissement. Les investisseurs recherchés par le régime syrien étaient donc des Occidentaux susceptibles d'être attirés par les promesses de modernisation et de libéralisation, et les pétromonarchies du Golfe.

Le second objectif poursuivi était d'encourager les principales fortunes syriennes, toutes s'étant construites pendant les années de règne du père de Bachar, à

⁶ Massacre de plusieurs dizaines de milliers d'habitants dans la ville de Hama en réaction à une tentative de révolte organisée par les Frères musulmans

⁷ Instaurée dès la prise du pouvoir par Baath en 1963, cette loi d'urgence limite les libertés publiques et permet l'arrestation de toute personne considérée comme une menace pour l'Etat

investir dans les circuits économiques syriens. Alors que les principaux bénéficiaires des mécanismes clientélistes mises en place par Baath étaient habitués à placer leur argent à l'étranger (Liban, Suisse, France, pétromonarchies du Golfe), ils étaient dorénavant vivement incités à investir leur argent dans l'économie syrienne.

Ainsi émergea une nouvelle classe d'hommes d'affaires qui devinrent le visage du capitalisme de connivence syrien. Le symbole de cette génération est Rami Makhlouf, cousin de Bachar. Sa proximité avec le Président lui permit de contrôler et d'investir massivement dans le secteur des télécommunications avant d'étendre son empire à l'ensemble des composantes de l'économie syrienne.

Afin d'attirer les investissements étrangers et locaux, le gouvernement lança plusieurs grands projets d'infrastructures. Le plus notable est la construction des trois villes industrielles d'Adra, Cheikh Najjar et Hessia, financées avec l'aide de Banque européenne d'investissement, du Fonds arabe pour le développement économique et social et la Banque islamique de développement.

En parallèle, le pays entreprit de s'insérer davantage dans les circuits économiques régionaux et rejoignit ainsi le GAFTA en 2005 (Greater Arab Free Trade Area), une zone de libre-échange composée de nombreux pays de la région Moyen Orient et Afrique du Nord.

La politique économique du nouveau leader syrien a eu un certain succès, du moins sur le papier. Les promesses de libéralisation et les facilitations d'installation accordées permirent d'augmenter considérablement les investissements étrangers. Les investissements des pays du Golfe, qui représentaient 111 millions USD en 2001, augmentèrent jusqu'à 1,6 Mds USD en 2006. Plus largement, en 2006, les accords d'investissements atteignirent 9,2 Mds USD, soit 26% du PIB syrien et étaient relativement diversifiés avec 20% dans les transports, près de 75% dans le secteur industriel (ciment, acier, agroalimentaire, textile, pharmaceutique) et le reste dans le tourisme. Ce dernier vit notamment les investissements être multipliés par 25 entre 2004 et 2006 !

Ainsi, les années 2000 sont marquées par une nette amélioration des performances économiques syriennes, avec un PIB qui triple entre 2000 et 2010, passant de 19,8 à 60 Mds USD.

Pourtant, cette croissance reste en grande partie illusoire. Elle repose principalement sur la hausse des cours des hydrocarbures⁸ et l'expansion de secteurs protégés au bénéfice d'un cercle restreint lié au pouvoir. Elle ne s'accompagne ni d'un renforcement des capacités productives, ni d'une amélioration significative de l'emploi ou des conditions de vie pour la majorité. Le tissu industriel reste peu compétitif, la croissance peu inclusive⁹, et les inégalités territoriales comme sociales s'accentuent, nourrissant un sentiment d'exclusion qui contribuera à expliquer l'éclatement des révoltes de 2011.

⁸ Forte augmentation des prix du Brent à partir de 2005, avec un pic à 147 dollars le baril en 2008

⁹ La croissance inclusive est une croissance économique dont les bénéfices sont répartis équitablement entre tous les segments de la population.

La transformation en économie de guerre à partir de 2011

En mars 2011, le vaste mouvement contestataire des Printemps arabes débuté en décembre 2010 en Tunisie s'exporte jusqu'en Syrie. Les manifestants revendentiquent l'instauration de libertés politiques fondamentales et la fin de la corruption systémique. La répression brutale décidée par le régime dès les premiers jours radicalise le mouvement et à mesure que les manifestations gagnent l'ensemble du territoire, la montée aux extrêmes nourrie par la militarisation progressive de l'opposition et l'intensification de la répression du régime marquent le basculement vers une guerre civile.

L'éclatement de la guerre civile et sa pérennisation donne lieu à l'émergence d'un modèle économique tourné vers la préservation du pouvoir détenu par al-Assad et ses proches et la lutte contre les groupes rebelles. Le modèle d'économie de guerre syrien pousse alors à l'extrême certains des principes qui régissaient le fonctionnement du modèle assadiste, notamment la mainmise des proches du régime sur l'économie.

La conséquence immédiate du Printemps arabe syrien et de la répression menée par le régime de Bachar al-Assad est l'imposition de sanctions économiques par les Etats-Unis et les pays du Golfe. La Syrie, isolée diplomatiquement, se tourne alors vers l'Iran et la Russie qui deviennent les principaux protecteurs du régime autoritaire de Bachar. Les deux pays offrent assistance militaire, soutien financier (surtout l'Iran¹⁰) et soutien énergétique.

A partir de 2011, la Syrie devient la principale plaque tournante de captagon, dans le monde. La production et le commerce de cette drogue amphétamine est encouragée et organisée par le pouvoir syrien et poursuit plusieurs objectifs. Economiquement, alors que la guerre provoque la chute de l'économie syrienne, le trafic permet directement de financer l'effort de guerre du régime de Damas. L'industrie du captagon réunit le gouvernement, l'Armée, les organes de sécurité, des milices pro-Assad et même des organisations étrangères comme le Hezbollah et les Gardiens de la Révolution iraniens. Elle est très lucrative et permet ainsi dans le même temps d'assurer la loyauté de ces différentes organisations. De plus, le régime utilise le captagon afin de mettre la pression sur les pétromonarchies du Golfe (surtout l'Arabie Saoudite), durement touchées par les effets néfastes du trafic de drogue.

La désintégration du contrôle étatique permet à une myriade de milices, de réseaux criminels et de puissances étrangères d'exploiter illégalement les ressources naturelles : puits et champs pétroliers du nord-est, carrières de phosphates autour de Homs. Le brut est raffiné clandestinement et exporté vers la Turquie ou l'Irak, le phosphate s'écoule via la Jordanie, et la contrebande de bois alimente le marché local et international. Ces trafics, estimés à plus d'un milliard de dollars par an, sont partagés entre parrains militaires et intermédiaires locaux et participent directement à la prise de pouvoir de l'économie par un petit nombre d'individus.

L'économie de guerre syrienne conduit à l'effondrement des comptes publics. L'incapacité du gouvernement à lever l'impôt ou à emprunter sur les marchés internationaux conduit la Central Bank of Syria (CBoS) à financer le déficit en imprimant de la monnaie afin d'acheter des bons du Trésor, faisant ainsi exploser la base monétaire et provoquant dès lors la chute de la livre syrienne, la

¹⁰ Selon [Observatory of Political and Economic Networks](#), l'aide iranienne sous Bachar se chiffrait entre 30 et 50 Mds USD

pérennisation d'une inflation galopante et le délitement des salaires des fonctionnaires et de l'épargne des ménages.

Les sanctions économiques et l'exclusion de la Syrie des circuits financiers internationaux encouragent un vaste mouvement de développement de l'économie informelle. Des réseaux de sociétés-écrans sont organisées dans des places offshore afin de garantir l'importation de produits tels que des médicaments ou des équipements de base.

De plus, privée d'institutions sociales fonctionnelles, la population recourt à des entrepreneurs informels pour l'eau potable, l'électricité et les soins médicaux. Des camions-citernes vendent l'eau à prix d'or, des générateurs privés alimentent quartiers et hôpitaux, tandis que des cliniques payantes prennent en charge les soins d'urgence. Le recul du pouvoir central favorise l'émergence de systèmes économiques locaux gérés par d'anciens officiers ou des affiliés des services de renseignements, substituent à l'État un réseau de prestataires dont les profits dopent le clientélisme et la corruption.

Ainsi, le résultat de ces mécanismes est une économie de guerre à la syrienne, fondée sur la rente et la prédateur, où une petite élite tire profit du chaos de la guerre et s'approprie la majorité des ressources issues de la création monétaire, des trafics et des soutiens étrangers, tandis que la population souffre d'inflation, d'insécurité et de pauvreté. Cette configuration éclate l'économie en réseaux concurrents et clientélistes, et renforce les inégalités.

La Syrie à l'agonie

La continuité de la guerre civile sur plus d'une décennie a extrapolé les mécanismes décrits ci-dessus à un niveau extrême, affectant terriblement l'état du pays, tant sur les plans économique qu'humain.

Agonie humaine

La décennie de conflit a eu des effets dramatiques sur la population syrienne. 618 000 Syriens et Syriennes furent tués pendant la guerre, et 113 000 sont toujours portés disparus. Au-delà des décès, les affrontements ont affecté durablement la condition physique de millions de Syriens. Plus de 6 millions de Syriens, une grande partie étant des enfants, présentent aujourd'hui des handicaps physiques.

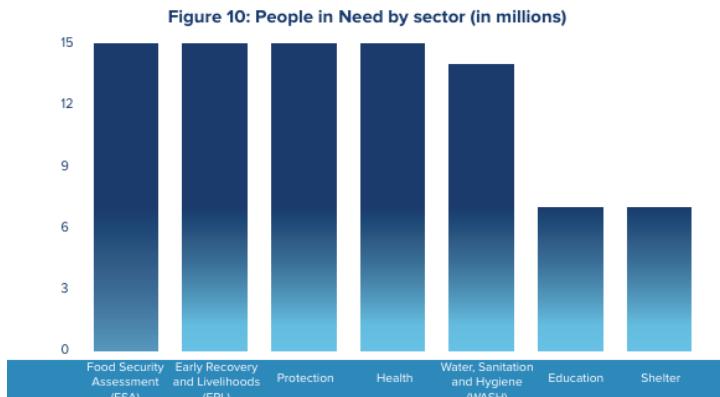
Les séquelles physiques ne sont pas exclusives. On peine à imaginer les dégâts psychologiques de la perte de centaines de milliers d'individus et ses conséquences sur la future organisation du pays. De plus, le trou démographique provoqué par la guerre aura des conséquences sur l'ensemble de l'organisation du pays pour les décennies à venir.

Son IDH est revenu au même niveau qu'en 1975 après trente-cinq ans de progrès constant. Alors qu'en 2010, le pays se classait à la 115e place de l'Indice de Développement Humain (IDH), calculé par le Programme de Développement des Nations Unies (PNUD), il se classe aujourd'hui à la 157e place. La Syrie est revenue cinquante ans en arrière.

Le taux de pauvreté a explosé, passant de 33% de la population syrienne, soit

7 millions d'individus, à 90% de la population, soit près de 21 millions d'individus. Surtout, le conflit a touché directement les populations déjà plus précaires, contribuant ainsi à creuser les inégalités socioéconomiques. En atteste l'augmentation substantielle du coefficient de *Gini*¹¹, passant de 0,33 en 2010 à 0,41 en 2024. Près de 90% des Syriens sont touchés l'insécurité alimentaire.

Le conflit a provoqué des déplacements de population très importants : 6 millions de réfugiés et 7,2 millions de déplacés internes. La majorité des réfugiés Syriens résident dans des pays limitrophes, notamment en Turquie qui a absorbé près de 3 millions de réfugiés syriens.



Source: United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA) (2024), Syrian Arab Republic: 2024, Humanitarian Needs Overview. February. <https://www.unocha.org/publications/report/syrian-arab-republic/syrian-arab-republic-2024-humanitarian-needs-overview-february-2024-enar>

Agonie économique

Une étude de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale, réalisée en 2020, chiffre le coût économique de la guerre à 442 Mds USD¹². 25% de ce chiffre est attribué à la destruction des infrastructures et les 75% restants sont attribués aux pertes économiques brutes. Le PIB syrien actuel, estimé à 23 Mds USD est égal à près du tiers de sa valeur de 2010. En conséquence, le PIB/hab a chuté, passant de près de 3000 USD en 2010 à 850 USD en 2024.

Le chômage, qui touchait 8% de la population active en 2010, touche actuellement 24 % de celle-ci. Ce chiffre est d'ailleurs très probablement sous-évalué, les mouvements massifs de population compliquant la collecte de données précises. De plus, les femmes, dont le taux d'activité atteint difficilement 26%, ne sont généralement pas comptabilisées dans la population active, contribuant d'autant plus à sous-estimer les statistiques officielles du chômage.

La réalité du marché syrien est maintenant caractérisée par une prépondérance de l'économie informelle, par nature difficile à calculer.

La guerre a également provoqué une hyperinflation¹³ soutenue, en moyenne de 50% depuis le début du conflit. En conséquence, l'indice des prix à la

¹¹ Indice compris entre 0 et 1 qui permet de mesurer le degré d'inégalité des revenus d'un pays

¹² Syria at War: Eight Years On, [UNESCWA](#), 2020

¹³ Inflation mensuelle supérieure à 50%

consommation (IPC), mesure statistique servant à estimer le prix moyen des biens et services de base consommés par les ménages, a été multiplié par 200 en 14 ans, dévastant le pouvoir d'achat de la population syrienne, surtout les portions les plus pauvres. 90% de la population syrienne est confrontée à l'insécurité alimentaire.

La capacité exportatrice du pays a été grandement affectée par le conflit et par les sanctions internationales qui ont isolé des marchés internationaux. Les exportations, qui représentaient 12,2 milliards USD en 2010, sont tombées à 0,88 milliard USD en 2022, soit 7 % de leur niveau pré-conflit, tandis que le déficit commercial, alimenté pour moitié par les importations de carburant et de biens de première nécessité, reste structurel.

Le régime de sanctions, la destruction de capacités productives, la crise bancaire libanaise¹⁴, la pandémie de Covid-19, la guerre Russie-Ukraine, le séisme de 2023 et les conflits régionaux ont provoqué une dépréciation vertigineuse de la livre syrienne, qui a perdu 99,7 % de sa valeur depuis 2010 malgré des contrôles de change, des restrictions à l'import et des obligations de rapatriement des devises.

Les interventions monétaires répétées ont renforcé l'émergence d'un circuit parallèle de devises et fragilisé davantage la capacité des banques à jouer leur rôle de financement de l'économie. L'effondrement des réserves de change, tombées à quelques semaines d'importations, et l'accumulation de dettes extérieures auprès de la Russie et de l'Iran ont contraint la Banque centrale à recourir au financement direct du déficit budgétaire, alimentant encore l'inflation.

Enfin, rien qu'en 2022, les transferts de la diaspora ont représenté environ 3 USD, un palliatif faible face à la chute des recettes pétrolières et fiscales qui ont fait chuter le budget de l'État de 15 milliards USD en 2010 à 2,5 milliards en 2022, comprimant les dépenses courantes de 9,8 à 2,2 milliards et ne laissant que 0,3 milliard pour l'investissement public.

Le nouveau régime ne dispose donc d'aucune marge de manœuvre budgétaire autonome.

Agonie infrastructurelle

Le conflit a littéralement détruit le pays, dévastant une part considérable des infrastructures utiles non seulement à l'activité économique mais également au soutien quotidien de la population. Plus de 50% des installations dédiées à l'éducation et à la santé ne sont plus fonctionnelles, tandis que ce qui en reste est confronté à des besoins de financement importants et à des coupures de courant fréquentes.

L'accès aux services essentiels a ainsi chuté, dégradant d'autant plus les conditions de vie de la population. Alors qu'en 2010, seulement 1 million de Syriens avait du mal à accéder aux services essentiels, ce sont aujourd'hui 16,7 millions de Syriens qui se retrouvent dans cette situation. Plus de 50% des installations de traitement des eaux et des systèmes de canalisation sont délabrés et incapables de fonctionner.

¹⁴ La crise bancaire libanaise, déclenchée en 2019, résulte de décennies de mauvaise gestion économique et budgétaire, ayant conduit à une pénurie de devises, à l'effondrement de la livre libanaise et à une paralysie du système bancaire incapable de restituer les dépôts.

Plus de 14 millions de Syriens souffrent aujourd’hui d’un accès restreint à l’eau potable.

La capacité de production énergétique de la Syrie a également été durement affectée par le conflit, subissant une perte de 80% de son niveau d'avant-guerre. Une telle dégradation de la production d'électricité a eu des conséquences néfastes sur le fonctionnement des entreprises, des hôpitaux, des écoles et plus généralement sur la vie quotidienne de l'ensemble de la population syrienne.

Le conflit a entraîné la destruction des habitations de millions de Syriens. 4,4% des habitations, soit 325 000, ont été complètement détruites, et 16% ont été endommagées. Au total, près du tiers des familles, soit 4,5 millions, ont été touchées par la destruction totale ou partielle de leur logement. Selon le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, 5,7 millions de Syriens nécessitent une aide au logement, ce chiffre n'incluant pas les millions de réfugiés pour lesquels la question du logement est centrale dans leurs aspirations de retour.

Cette accumulation de chiffres traduit la réalité du pays et met en lumière l'ampleur du défi de la reconstruction. **La Syrie est un pays dont la reconstruction devra se faire sur des cendres par une population meurtrie, pauvre et souffrant d'une grande difficulté à assouvir ses besoins vitaux : se loger, se nourrir, boire.**

Les enjeux de la transition politique

Si la Syrie connaît une croissance similaire à celle observée entre 2018 et 2024, soit environ 1,3% par an, son PIB ne retrouvera son niveau de 2010 qu'en 2080. Pour accélérer cette dynamique, les défis sont nombreux et structurels : reconstruction, réformes institutionnelles, levée des sanctions, revitalisation des relations entre le pays et les bailleurs multilatéraux et partenariats avec ses voisins régionaux. Néanmoins, avant tous ceux-ci, le plus fondamental, qui permet d'espérer une réponse efficace aux défis précités est celui de l'affirmation et la légitimation de l'Etat.

Affirmation et légitimation du gouvernement de transition

Alors que la chute de Bachar al-Assad marque la fin d'un règne continu de 54 ans de la dynastie al-Assad, marquée par la répression et une guerre civile meurtrière entre 2011 et 2024, la première condition sine qua non à la reconstruction et la reprise économique est que l'Etat parvienne à s'affirmer en dépit des oppositions internes et externes et à devenir légitime aux yeux de la population et de la communauté internationale.

La question politique est indissociable du profil des nouvelles autorités et surtout de celle du nouveau Président de la République arabe syrienne, Ahmed al-Sharaa. Leader de l'organisation Hayat Tahrir al-Sham¹⁵ (HTS) qui renversa Bachar al-Assad le 8 décembre 2024, il est le nouvel homme fort de la Syrie. Issu d'une famille sunnite des plateaux du Golan au sud-ouest de la Syrie, il naît à Riyad en

¹⁵ « Organisation de libération du Levant » en français

Arabie Saoudite puis grandit à Damas. Il intègre successivement les rangs d'Al-Qaïda en Irak (AQI) dès 2003 au moment de l'invasion américaine puis de l'Etat Islamique en 2009 à la suite de sa libération (il avait été arrêté en 2005 puis emprisonné par les forces américaines).



Ahmed al-Sharaa

Il fonde l'organisation djihadiste Front Al-Nosra en 2012, en pleine guerre civile syrienne. Sous sa gouvernance, l'organisation djihadiste commet des crimes de guerre visant notamment les minorités syriennes : Alaouites, Chiites, Druzes et Chrétiens. Après avoir officiellement refusé le rattachement de son organisation à l'Etat Islamique en 2013, son organisation se scinde d'Al-Qaïda en 2016 et Mohammed al-Jolani, le nom de guerre d'al-Sharaa, décide de former une nouvelle entité, Jabhat Fateh al-Sham¹⁶ (JFS). Un an plus tard, en 2017, al-Jolani annonce la dissolution de JFS et la création d'une nouvelle entité, Hayat Tahrir al-Sham, émanation de l'alliance de plusieurs groupes rebelles syriens islamistes. HTS entre peu après en conflit ouvert avec l'Etat Islamique et Al-Qaïda et parvient à prendre le contrôle d'une part importante du Gouvernorat d'Idlib, situé au Nord-ouest du pays. Puis, depuis Idlib, il lance fin novembre 2024 une offensive contre l'armée syrienne pro-Assad qui mène à la chute de Bachar al-Assad le 8 décembre.

Ahmed al-Sharaa défend aujourd'hui, du moins lors de ses prises de paroles officielles, une Syrie unie, apaisée, qui dépasse les tensions communautaires. Son parcours complexe, jalonné de crimes de guerre envers des minorités, commencé par la lutte djihadiste contre l'hyperpuissance américaine en 2003, jusqu'à sa rencontre au parfum de victoire le 14 mai 2025 avec le président des Etats-Unis Donald Trump, illustre les difficultés de construction d'un Etat syrien stable, pris en étau par les considérations religieuses et ethniques, et les influences étrangères.

Dans un processus de transition d'une économie ruinée par la guerre et la destruction vers une économie tournée vers la reconstruction et la relance économique, le rôle joué par l'Etat est absolument central. Avant de prendre part directement à la reconstruction et à la reprise économique, l'Etat doit créer un cadre institutionnel, juridique et sécuritaire qui permet en même temps de soutenir la pacification du pays et de favoriser un relatif retour de l'activité économique, d'abord tourné vers l'assouvissement des besoins immédiats de la population. L'Etat doit s'atteler à structurer l'organisation des administrations publiques, à favoriser la mise en place de mécanismes de représentativité et d'inclusion au sein des institutions, et à reconfigurer les missions de l'Etat, notamment celle de lever l'impôt.

Pour être pleinement fonctionnel, l'État doit aussi assurer trois attributs essentiels et liés : l'autorité, la légitimité et l'efficacité. L'autorité garantit la sécurité sur

¹⁶ « Front de la conquête du Levant » en français

l'ensemble du territoire, condition indispensable pour protéger les citoyens et permettre la reconstruction. La légitimité repose sur la capacité de l'État à représenter et inclure les différentes composantes de la société, tout en fournissant des services répondant aux besoins locaux. Enfin, l'efficacité traduit la capacité administrative à mettre en œuvre les politiques, reconstruire les infrastructures, mobiliser les ressources et offrir des services publics essentiels, sans quoi la stabilité et le développement restent fragiles.

A cet égard, le nouveau régime syrien a entrepris des initiatives visant à se rapprocher du tryptique autorité-légitimité-efficacité, même si elles restent limitées. Une fois au pouvoir, Ahmed al-Sharaa a proclamé la suspension de la Constitution du régime assadiste, la dissolution des services de sécurité, de l'armée, du parti Baas et du Parlement, et la mise en place d'un comité de dialogue national qui déboucha sur la tenue de la Conférence Nationale de Dialogue le 25 février 2025. Cet événement a réuni une myriade d'hommes et de femmes issus du monde politique, religieux ou associatif. Certains soutiens du régime de Bachar al-Assad étaient présents, témoignant de la volonté du nouveau gouvernement de converger vers l'unité de la nation. Si les participants ont pu travailler sur des sujets tels que la justice transitionnelle ou l'avenir des institutions, aucune décision ne fut prise. Mi-mars, al-Sharaa a signé une « déclaration constitutionnelle » qui établit le cadre de la transition syrienne jusqu'à la rédaction de la constitution et l'organisation d'élections dans cinq ans. D'ici là, la Syrie est administrée par un régime présidentiel fort.

Au début du mois d'avril, al-Sharaa a dévoilé la composition de son gouvernement, composé notamment d'un Alalouite (Yarub Badr, ministre des Transports), d'un Druze (Amgad Badr, ministère de l'Agriculture) et d'une femme chrétienne (Hind Kabawat, ministre du Travail). Si ces nominations témoignent d'une certaine volonté d'ouverture, il faut souligner que la gouvernance actuelle de la Syrie se caractérise par une très forte centralisation et verticalité.

En d'autres termes, al-Sharaa et un groupe très restreint gouvernent. Les efforts de transformation du gouvernement de transition sont pour l'instant insuffisants.

Malgré les discours répétés d'Al-Sharaa sur la nécessité d'union nationale, la concentration de son pouvoir révèle un manque vital d'inclusivité qui alimente la fracture de la Syrie et donc l'instabilité permanente.

Les nouvelles autorités face aux facteurs internes d'instabilité

Le nouveau régime de Damas se heurte à d'importantes difficultés pour engager des réformes institutionnelles d'ampleur, en raison de l'instabilité persistante sur le territoire national et de l'action de plusieurs acteurs dont les positions, parfois hostiles, compliquent la stabilisation politique du pays.

La question des minorités

La question de la relation entre le nouveau pouvoir syrien avec les différents groupes ethniques et religieux qui composent la Syrie cristallise une part importante des enjeux de la transition politique syrienne. L'attitude du gouvernement face à ces minorités ethnoconfessionnelles révèle les limites du discours d'unité des autorités.

Alors que ce dernier cherche à affirmer son autorité en promouvant une rhétorique d'unité nationale et d'inclusion – il est à cet égard obligé d'apporter des garanties de respect des minorités pour construire des relations cordiales avec les institutions multilatérales et les puissances occidentales – il doit dans le même temps composer avec des revendications autonomistes fortes et une méfiance, légitime au vu de son passé et des premiers mois de son gouvernement, des minorités syriennes. Présentons très brièvement les enjeux de la relation du pouvoir central détenu par les ex-cadres d'HTS avec communautés Kurde, Druze et Alaouite.

- La question kurde

Le sujet du degré d'autonomie de la communauté kurde est l'un des principaux défis rencontrés par le gouvernement de transition dans sa quête supposée d'union nationale. Les Kurdes de Syrie, qui représentent environ 10% de la population, ont profité du chaos de la guerre civile pour établir en 2013 une administration autonome dans le nord-est du pays, appelée le Rojava.

Cette région est contrôlée par les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par le Parti de l'Union démocratique (PYD), une organisation kurde proche du PKK, groupe considéré comme terroriste par la Turquie. Cette autonomie de fait remet en cause l'autorité du gouvernement syrien qui revendique l'unité et la souveraineté sur tout le territoire.

Les Kurdes revendiquent une reconnaissance politique, notamment une autonomie régionale ou un statut fédéral, ce que Damas refuse fermement, craignant que cela ne fragilise davantage l'intégrité de l'État syrien.

Parallèlement, la Turquie cherche à empêcher l'installation d'une zone autonome kurde proche de sa frontière. La politique turque complique la situation pour Damas, qui doit à la fois faire face à la présence turque sur son sol et gérer un mouvement kurde armé et autonome. Malgré un accord récent entre Damas et les FDS visant à intégrer ces forces dans l'armée syrienne et à rétablir l'autorité de l'État, la pression turque et les divisions internes kurdes rendent cette intégration fragile.

Le pouvoir syrien, fragile, ne peut pas céder aux aspirations autonomistes kurdes. Ankara ne l'accepterait pas et une telle liberté accordée pourrait encourager d'autres groupes séparatistes à s'engouffrer dans la brèche. Cependant, le pouvoir syrien n'a pas les moyens d'assouvir son autorité sur le territoire dominé par les Kurdes. L'initiative d'unification des différents mouvements kurdes entamée fin avril 2025, avec l'aval de la Turquie et des Etats-Unis, dont le but est de porter d'une voix commune les aspirations kurdes au gouvernement syrien dans le cadre de la transition nationale, constitue une avancée majeure.

- La question druze

La communauté druze représente environ 3% de la population syrienne et se situe principalement dans la province de Sweida, proche de la frontière israélienne. Cette communauté religieuse, dont le socle théologique repose sur une doctrine

éosotérique issue de l'ismaélisme (courant chiite), entretient des rapports distants avec le pouvoir central syrien depuis la fondation de la Syrie contemporaine.

Actuellement, le pouvoir central n'a aucune autorité sur le pays druze dont la gouvernance est assurée par différents groupes, pour la plupart organisés en milices. La situation est alarmante. La région, en pleine crise économique, est frappée par une anarchie croissante en raison de la fragmentation de la communauté druze, du rôle d'Israël qui n'hésite pas à armer différentes factions druzes pour déstabiliser le pouvoir central et de l'absence d'autorité de celui-ci. Le mois de juillet 2025 a été marqué par des affrontements entre des milices druzes, appuyées par Israël et des forces de sécurité de Damas, celles-ci s'étant rendus coupables de représailles contre de nombreux civils druzes.

L'Etat n'a pas les moyens d'affirmer son autorité sur la zone. Une tentative de désarmement des factions druzes pourrait entraîner l'installation pérenne d'un foyer de violences et aurait des conséquences sur le comportement adopté par les autres minorités qui se sentirraient d'autant plus menacées.

- La question alaouite

Après la chute de Bachar al-Assad, la question alaouite devient l'un des principaux enjeux de la transition politique et sécuritaire de la Syrie post- régime.

Représentant environ 10 à 12% de la population syrienne, les Alaouites¹⁷ ont été historiquement marginalisés et méprisés jusqu'à leur ascension au pouvoir via le parti Baas, puis leur verrouillage de l'appareil d'État sous Hafez al-Assad.

À partir de 2011, leur sort se confond de plus en plus avec celui du régime, une confusion renforcée par leur surreprésentation dans les services de sécurité, l'armée régulière et les milices paramilitaires pro- régime, dont la brutalité contre les populations sunnites a cristallisé un fort ressentiment.

Dès lors, la chute du régime est perçue, dans plusieurs régions, comme l'occasion d'une revanche, sinon d'une épuration. En mars 2025, plusieurs massacres de civils alaouites sont recensés dans des villages proches de la côte méditerranéenne, perpétrés par des groupes armés locaux, souvent issus de zones sunnites voisines, dans un contexte d'effondrement du contrôle étatique. Si le gouvernement syrien a officiellement condamné ces massacres et ordonné une enquête, une investigation menée par Reuters révèle l'existence de chaînes de commandement entre Damas et certaines factions armées responsables des massacre. Aucun individu n'a pour l'instant été inculpé pour les massacres de mars.

La question alaouite pose trois défis majeurs : l'affirmation d'un pouvoir central ou d'une force de stabilisation crédible afin de prémunir des initiatives locales violentes ; la réintégration d'une communauté perçue par une majorité comme liée au régime répressif précédent ; la construction d'une Syrie fondée sur une citoyenneté commune ressentie comme le socle d'une unité nationale.

Dans ce contexte, la question communautaire ne peut être réduite à une simple redistribution du pouvoir. Elle engage des enjeux de réconciliation, de justice

¹⁷ Les Alaouites sont un groupe ethnoreligieux pratiquant une forme dérivée de l'islam chiite duodécimain

transitionnelle, de désarmement et de garanties institutionnelles fortes pour éviter une spirale de conflit communautaire. À défaut, la chute d'Assad pourrait ne marquer ni la fin du conflit, ni le début d'un nouvel ordre stable, mais l'entrée dans une guerre de fragmentation confessionnelle.

Acteurs hostiles

Au-delà de la question communautaire, le gouvernement de transition fait aujourd'hui face à des éléments qui empêchent son contrôle sur des parties du territoire syrien. En d'autres termes, la Syrie n'est pas souveraine.

Si le califat proclamé par l'Etat islamique n'existe plus depuis 2019, la menace djihadiste demeure en Syrie. Quelques milliers de combattants issus des différents mouvements djihadistes continuent d'opérer sur le territoire syrien, et quelques milliers d'autres sont toujours détenus, principalement dans les geôles syriennes, kurdes et turques.

La faiblesse actuelle du gouvernement syrien, couplée au passé djihadiste d'Ahmed al-Sharaa, est un terreau fertile au réveil et au développement d'organisations djihadistes. Selon les estimations de l'ONU datant de 2021, environ 10000 combattants sont encore dans la nature en Irak et en Syrie. Les groupes islamistes prospèrent d'autant plus que le gouvernement est faible, et on l'a vu, le pouvoir syrien peine à assurer son autorité sur l'ensemble du territoire. Le 18 mai, pour la première fois depuis la chute de Bachar al-Assad, l'Etat islamique a réussi à porter atteinte directement au nouvel Etat syrien en tuant 4 policiers par un attentat à la voiture piégée. 3 jours avant, l'Etat islamique accusait al-Sharaa de trahison et d'apostasie, légitimant ainsi toute action violente à son égard.

De plus, les tensions communautaires peuvent également catalyser la résurgence de mouvements djihadistes structurés. La masse « dormante » que représentent les combattants actuellement emprisonnées dans des centres de détention de la région constitue également un risque majeur. On dénombre entre 10 et 12 000 combattants emprisonnés dans les prisons kurdes, celles-ci faisant l'objet d'attaques régulières de groupes djihadistes, laissant craindre une potentielle évasion de nombreux combattants.

La politique menée par Israël, constitue un autre facteur aggravant la faiblesse du régime de transition. Dès la chute de Bachar al-Assad, Israël en a profité pour réduire à néant ce qui pouvait rester des dernières infrastructures militaires syriennes et annexer la zone tampon démilitarisée du plateau du Golan syrien.

Le gouvernement de Netanyahu craint l'installation durable d'un pouvoir syrien détenu par d'anciens djihadistes islamistes et soutenu par Ankara. Si la Syrie n'est pas une menace directe pour Israël, tant les capacités militaires des deux pays sont incomparables, Israël ne pourrait accepter une remilitarisation de son voisin.

Si la stratégie israélienne est difficilement lisible, l'objectif semble être de maintenir la Syrie dans un état de fragmentation politique et militaire, afin d'éviter qu'un nouveau pouvoir centralisé ne puisse reconstruire une armée ou récupérer le contrôle du Golan.

Cette politique de fragmentation est également soutenue par la création de zones tampons et l'instrumentalisation des minorités, notamment druze, pour empêcher l'émergence d'un État syrien unifié et stable.

La Syrie, privée d'un pouvoir central fort et de réelles capacités militaires, ne dispose d'aucun levier de négociation face à Israël. Le régime d'Assad, affaibli, offrait auparavant à Israël une forme de stabilité et la possibilité de mener des frappes ciblées contre l'Iran, le Hezbollah ou d'autres milices chiites, sans crainte d'une réelle riposte. Désormais, l'État syrien ne contrôle plus sa frontière sud, et la zone du Golan échappe totalement à son autorité, rendant toute revendication ou négociation sur ce territoire quasi impossible

Néanmoins, l'évolution de la politique américaine à l'égard du gouvernement de transition syrien laisse envisager un relatif apaisement entre la Syrie et Israël. L'émissaire américain pour la Syrie a récemment appelé à un dialogue et à un « pacte de non-agression » entre la Syrie et Israël, une première étape vers une possible normalisation. Cette ouverture américaine s'inscrit dans une volonté de stabiliser la région et de rapprocher les nouvelles autorités syriennes des États-Unis, tout en maintenant la sécurité d'Israël. Washington, qui avait reconnu la souveraineté israélienne sur le Golan sous l'administration Trump, continue ainsi de garantir à Israël une marge de manœuvre maximale dans la région.

Dynamiques géopolitiques post-Assad et effets internes

La chute de Bachar al-Assad, au pouvoir depuis près de vingt-cinq ans, a provoqué une reconfiguration profonde des dynamiques de puissance au Proche-Orient. Si nous avons pu aborder la question de la quête de légitimité intérieure du gouvernement de transition, il est à présent temps d'étudier celle de la légitimité extérieure. Les relations nouées par le nouveau pouvoir syrien ont des conséquences sur l'ensemble des défis auxquels il est confronté, qu'ils soient de nature sécuritaire, économique ou humanitaire, et sont ainsi déterminantes pour la stabilité et l'avenir du pays.

Relations avec les puissances régionales

Au premier chef, la priorité du gouvernement de transition et de consolider ses relations avec ses voisins du Proche et Moyen-Orient. L'équation n'est pas simple.

Si certains pays de la région ont coopéré avec HTS pour provoquer la chute de Bachar et collaborent déjà avec Damas sur de nombreuses thématiques, d'autres ne souhaitent pas assister à l'émergence d'une Syrie stable et sur la voie de la reconstruction. Dressons un panorama des rapports entretenus par le nouveau pouvoir avec les principaux acteurs de la région.

Turquie

La Turquie, longtemps adversaire de Bachar al-Assad, entretient des relations de longue date avec les groupes rebelles syriens et HTS. Soutien dès les premiers

jours des nouveaux maîtres de Damas, elle s'affirme comme la principale bénéficiaire de cette nouvelle géographie proche-orientale qu'elle aura contribué à redessiner.

La Turquie est aujourd'hui un des principaux soutiens du régime d'al-Sharaa. Elle s'active notamment à la normalisation du nouveau régime syrien. Erdogan, apprécié par Donald Trump, a activement œuvré, aux côtés du prince héritier saoudien Mohammed bin Salman, à la rencontre historique entre le président américain et le nouveau président syrien survenue le 14 mai 2025.

Le rôle joué par Ankara dans la reconstruction et la relance de l'économie turque sera assurément déterminant. Si la Turquie n'a pas la puissance d'investissement des pétromonarchies du Golfe et ne pourra pas endosser un rôle de bailleur majeur, les entreprises turques, notamment celles opérant dans le BTP et les transports, joueront un rôle majeur dans la reconstruction de la Syrie. Le gouvernement turc a d'ores et déjà signé un accord de coopération dans les secteurs de l'eau et de l'énergie et s'est engagé à fournir 2 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an. Les deux autorités ont par ailleurs évoqué l'ouverture de discussions sur un potentiel accord de libre-échange.

Néanmoins, dans le même temps, la Turquie apparaît comme un allié ambivalent. Il ne faut pas oublier que, dans le cadre du conflit qui l'oppose à différents groupes armés kurdes, notamment les Forces Démocratiques Syriennes (FDS), l'armée turque occupe une portion du territoire syrien.

Ankara envisage d'utiliser sa nouvelle influence auprès du gouvernement syrien pour régler la question kurde sur laquelle ses ambitions sont complètement opposées à celles des Kurdes syriens. L'objectif turc demeure le désarmement des groupes kurdes qui opèrent dans le nord de la Syrie, près de la frontière turque, ainsi que le démantèlement de la région de Rojava, administrée par les Kurdes. La Turquie s'oppose à toute reconnaissance d'une autonomie kurde par le gouvernement syrien, ce qui complique les négociations entre Damas et les groupes kurdes. La dissolution récente du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) pourrait mener à un relatif apaisement de la situation.

Ankara entend bien profiter de cette occasion pour organiser le retour de la diaspora syrienne dans sa terre d'origine. La guerre civile syrienne a provoqué l'émigration de plus de 3 millions de Syriens vers la Turquie. Leur nombre pèse sur le fonctionnement du sud de la Turquie et dérange Erdogan.

Enfin, la question de la délimitation de la frontière maritime entre la Turquie et la Syrie constitue un autre enjeu stratégique clé. La Turquie cherche à sécuriser ses droits sur les zones économiques exclusives en Méditerranée, en tirant parti de la reconnaissance syrienne de sa souveraineté sur la province d'Hatay, ce qui pourrait ouvrir la voie à une coopération énergétique et économique importante entre les deux pays.

Les pétromonarchies du Golfe

Les pays du Golfe, notamment le Qatar et l'Arabie Saoudite, font office de partenaires économiques et diplomatiques de première importance pour le régime syrien. S'ils partagent des volontés communes, notamment celles de contrer l'influence iranienne, de lutter contre le trafic de drogue et d'empêcher la Syrie de

se transformer en Etat failli accueillant des milices et des groupes terroristes, leurs approches du nouveau pouvoir syrien diffèrent.

L'Arabie Saoudite joue un rôle central dans la légitimation du nouveau pouvoir syrien et dans la gestion de la crise humanitaire. Ce n'est pas un hasard si Donald Trump a annoncé la levée des sanctions américaines à Riyad, révélant l'influence diplomatique croissante de l'Arabie Saoudite sur la scène mondiale ainsi que sa volonté de jouer un rôle de premier plan dans le renouveau syrien. Sur la scène régionale, l'activisme saoudien a permis une position unie du CCG (Conseil de Coopération de Golfe), en dépit des réticences initiales d'Oman et des Emirats arabes unis.

De plus, le royaume saoudien est indispensable dans la réponse humanitaire en cours en Syrie. Dès janvier, le royaume saoudien a mis en place un pont aérien qui permit, par son agence humanitaire KSRelief, un envoi massif de matériel médical et de denrées alimentaires. Depuis, l'Arabie Saoudite a multiplié les coopérations avec des acteurs humanitaires comme le PNUD (Programme des Nations Unies de Développement) pour financer et piloter des projets relatifs à la santé publique et la sécurité alimentaire.

Riyad joue également le rôle de bailleur pour la Syrie. L'Arabie Saoudite, conjointement avec le Qatar, a remboursé la totalité de la dette syrienne envers la Banque Mondiale, qui était de 15,5 MUSD, permettant à la Syrie de contracter de nouveaux prêts auprès de l'institution multilatérale.

Le Qatar, aux côtés de la Turquie et de l'Arabie Saoudite, est l'un des trois plus importants soutiens du nouveau régime syrien. La capacité financière de l'émirat couplée à son apport vital en hydrocarbures lui confère un rôle essentiel dans la réponse humanitaire et la reconstruction économique de la Syrie.

Le Qatar, rejoint ensuite par l'Arabie Saoudite, s'est notamment engagé à prendre en charge une partie des salaires des fonctionnaires syriens. Pour une période initiale de trois mois, le Qatar devrait ainsi financer directement les salaires publics à hauteur de 29 MUSD par mois.

Levée des sanctions et réintégration internationale

La levée des sanctions internationales était, si on exclut les enjeux inhérents à l'affirmation de l'Etat dans un contexte de transition politique, la première urgence pour les nouvelles autorités syriennes.

L'annonce de la levée des sanctions américaines le 13 mai 2025 par Donald Trump, la veille de sa première entrevue avec le nouveau leader syrien Ahmed al-Sharaa, constitue une avancée majeure dans la reconstruction de la Syrie post-Assad. Le 20 mai, l'Union européenne annonçait à son tour la levée des sanctions visant la Syrie.

Historique des sanctions

La Syrie cultive une relation privilégiée avec les sanctions économiques internationales depuis 1979 et sa mise sur la liste américaine d'Etats soutenant le terrorisme. Les raisons étaient son occupation du Liban, son soutien continu au terrorisme, sa poursuite de programmes d'armes de destruction massives et de

missiles, et de son rôle déstabilisateur en Irak. S'en sont suivies plusieurs régimes de sanctions jusqu'au début de la guerre civile en 2011. Les Etats-Unis imposaient par exemple de nouvelles sanctions en 2004 qui avaient pour effet de geler certains actifs syriens dans les banques américaines, d'interdire les vols commerciaux entre les Etats-Unis et la Syrie et de bannir toute exportation américaine vers la Syrie, à l'exception de denrées alimentaires et de médicaments à usage humanitaire.

La révolte de la population syrienne en mars 2011 et la guerre civile qui en suivit a eu pour conséquence une augmentation considérable des sanctions imposées par les Etats-Unis, l'Union européenne, l'ONU ainsi que d'autres pays et organisations régionales comme le Japon, la Turquie et la Ligue des Etats Arabes. Au premier rang des ciblés étaient les hommes clés du pouvoir syrien, qu'ils soient des militaires, des politiques ou des hommes d'affaires. Ensuite, de nombreuses sanctions sectorielles étaient mises en place afin de provoquer l'effondrement de l'économie syrienne contrôlée par Bachar al-Assad et ses fidèles. Ainsi, l'industrie pétrolière, les banques ou les télécommunications figuraient dans les secteurs les plus durement touchés. Ces sanctions comprenaient, par exemple, l'interdiction de fournir certains services financiers, tels que les services monétaires destinés au gouvernement syrien, ainsi que la vente, l'achat ou l'intermédiation, directe ou indirecte, de métaux précieux. Dans le même temps, les Etats-Unis mettaient en place un embargo général, empêchant tout exportation de biens et de services vers la Syrie. Si l'Union européenne n'était pas allée aussi loin dans son régime de sanction, les Etats membres le pratiquaient de fait en raison de l'omniprésence du dollar dans les transactions internationales.

Au moment de la chute de Bachar al-Assad, les sanctions internationales à l'encontre de la Syrie étaient donc très strictes. Le dispositif de sanctions, enrichi par l'adoption aux Etats-Unis de la *loi César 2019* comprenait un embargo complet sur les hydrocarbures interdisant toute exportation de pétrole et de gaz, le gel des avoirs et l'interdiction de transaction avec les banques publiques syriennes, l'interdiction d'exporter vers la Syrie des biens à double usage civil et militaire, ainsi que la suspension des crédits et garanties à l'exportation. Les technologies de communication et les infrastructures télécom faisaient l'objet de restrictions rigoureuses, le transit des produits pétrochimiques était bloqué et les importations de métaux lourds sévèrement limitées. À ce régime s'ajoutait un dispositif extraterritorial menaçant tout acteur économique non-américain d'exclusion du système financier international en cas de non-conformité. Des milliers de personnalités politiques, militaires et économiques se voyaient interdits d'entrée et leurs avoirs gelés.

Cette architecture a conduit à l'effondrement des recettes budgétaires, à la paralysie des échanges, à la dépréciation de la livre et à l'asphyxie des financements nécessaires à la réhabilitation des infrastructures. La levée coordonnée de ces mesures, assortie de contrôles stricts, constitue un préalable indispensable pour rétablir les circuits financiers, attirer les investissements étrangers, rapatrier la diaspora et engager la reconstruction économique de la Syrie post-Assad.

Les modalités de la levée des sanctions

On l'a dit, les Etats-Unis, l'Union européenne, le Royaume-Uni et les Nations Unies ont annoncé la levée de la majorité des sanctions économiques, financières et commerciales. Le message est assez clair : même s'ils ont des doutes sur les

nouvelles autorités, ils reconnaissent leur légitimité et préfèrent aider la reconstruction de la Syrie plutôt que de voir la situation intérieure dégénérer et faire du pays un nouvel eldorado pour les djihadistes, le trafic de drogue, le trafic d'armes et le trafic d'êtres humains.

Néanmoins, la levée ne concerne pas la totalité des régimes des sanctions et sa préservation dans la durée n'est pas encore assurée. De plus, une telle levée est conditionnée à un ensemble de garanties que devront remplir les autorités syriennes, notamment en termes de transition politique et démocratique, et de lutte contre le terrorisme. Pour répondre aux demandes américaines, les autorités syriennes ont par exemple exclu du territoire plusieurs leaders de groupes pro-palestiniens réputés proches du pouvoir iranien. Après un léger assouplissement des sanctions via la General Licence 24 (GL24) délivrée par l'OFAC (Office of Foreign Assets Control) en janvier 2025, expirable sous six mois, le bureau a délivré la GL25 le 23 mai, levant ainsi la plupart des sanctions touchant la Syrie. Néanmoins, cette « General Licence » peut être révoquée à tout moment. Le même jour, le Département d'Etat a délivré une dérogation de 180 jours sur les restrictions imposées par la loi Cesar ; la levée complète nécessite l'accord du Congrès. De son côté, l'UE a formalisé la levée des sanctions le 29 mai.

Concrètement, sur le plan financier, l'UE, les Etats-Unis et le Royaume-Uni autorisent de nouveau les transactions financières avec la CBoS (Central Bank of Syria) et les banques syriennes, permettant d'encourager le retour de flux financiers et de l'activité commerciale. Ces différentes entités voient également un dégel de leurs actifs à l'étranger. La CBoS peut désormais se refinancer sur les marchés internationaux. Les restrictions concernant certains services financiers, notamment la vente et l'achat d'obligations syriennes, ont également été levées. La dérogation de 180 jours des Etats-Unis permet aux entités non-américaines d'engager des relations financières et commerciales en Syrie sans crainte d'être inscrites sur la liste SDN (« Specially Designated Nationals) de l'OFAC, prévenant ainsi les effets de la puissance extraterritoriale du droit américain.

Le 30 juin 2025, les Etats-Unis, par décret présidentiel, ont officiellement mis fin à l'ensemble des programmes de sanctions qui touchaient la Syrie mais ont maintenu celles visant spécifiquement les individus associés au régime de Bachar al-Assad. Le 8 juillet 2025, le Département d'Etat a même révoqué la désignation d'HTS comme organisation terroriste étrangère.

Enfin, la réintégration partielle de la Syrie aux circuits financiers internationaux, marquée par l'accès de la CBoS, des banques publiques et de certaines banques privées aux codes SWIFT, permet dorénavant aux Syriens de la diaspora de transférer de l'argent à leurs familles par des canaux conventionnels. La diaspora trouvait des techniques pour transférer de l'argent, notamment le système *hawala* qui repose sur un réseau de courtiers sans qu'aucun argent ne traverse physiquement les frontières.

Sur le plan sectoriel il n'y a plus de restrictions sur le commerce de pétrole brut et produits pétroliers, de carburants, de métaux précieux et sur la participation à des projets d'infrastructures. Le règlement de l'UE est explicite : « Toutes les mesures restrictives sectorielles devraient être levées à l'exception de celles fondées sur des motifs de sécurité ».

Les premiers effets de la levée n'ont pas tardé à se manifester. 3 jours seulement après l'annonce de Trump du 13 mai, une entreprise émirati a signé un MoU

(Mémorandum of Understanding) avec l'administration syrienne afin de développer le port syrien de Tartous et mettre en place des zones franches industrielles. Le 29 mai, l'envoyé américain à Damas, Thomas Barrack, a signé un contrat énergétique de 7 Mds \$, entre la Syrie et un consortium américano-qatari-turc, portant sur un projet de construction d'une ferme solaire de 1000 Mégawatt et de quatre centrales électriques à gaz.

Néanmoins, des sanctions demeurent et les incertitudes concernant la pérennité de la levée des sanctions pourrait dissuader les investissements étrangers. L'OFAC peut simplement révoquer la GL25 et la dérogation sur la loi Cesar ne dure que 6 mois. De plus, la Syrie est toujours soumise aux réglementations ITAR / EAR relatives au contrôle des exportations américaines, à l'exception de l'EAR99¹⁸ qui concerne l'alimentation et les médicaments.

Les incertitudes qui demeurent font peser des risques financiers importants sur les acteurs financiers et économiques opérant en Syrie. Premièrement, malgré la levée des sanctions restreignant les activités de la CBoS, les banques étrangères pourraient maintenir une politique de « *derisking* » consistant par exemple à bloquer ou retarder les flux vers la Syrie, ou appliquer des frais bancaires très élevés, afin de limiter leur exposition aux risques de non-conformité et protéger leur réputation. De plus, de nombreuses conventions de prêts bancaires comportent des clauses restrictives (« *covenants* ») interdisant toute activité dans des pays soumis à des régimes de sanctions. Engager des affaires en Syrie pourrait constituer un manquement contractuel et la banque créancière pourrait exiger un remboursement du capital et/ou appliquer des pénalités financières.

La Syrie est également encore sur « liste grise » de la FATF (Financial Action Task Force). Elle y est inscrite depuis 2010 pour des contrevenances aux normes LBA/CFT (Lutte contre le Blanchiment d'Argent et Contre le Financement du Terrorisme). La conservation de la Syrie sur cette liste complique les relations financières. Là-encore, cela se traduit par une stratégie de « *derisking* » de plusieurs banques. De plus, cela oblige les acteurs financiers à appliquer des procédures de due diligence renforcées, ce qui augmente les coûts d'opérations et freine la fluidité des flux financiers et commerciaux.

Seuls les grands groupes, souvent proches des gouvernements et institutions, et disposant d'un arsenal juridique leur permettant de conduire des activités en pays sous sanctions, devraient être en capacité faire des affaires en Syrie.

Réintégration dans les instances multilatérales

Nous avions évoqué la nécessaire construction de légitimité des nouvelles autorités syriennes à l'intérieur du pays. Si la levée des sanctions internationales, notamment par les Etats-Unis, constitue le premier jalon du processus de reconnaissance de la légitimité du nouveau régime syrien, la réintégration de la Syrie au sein des instances multilatérales n'est pas encore acquise, mais progresse à bonne vitesse.

La réintégration de la Syrie au sein des instances multilatérales internationales est vitale pour la reconstruction du pays. Le nouveau gouvernement cherche la

¹⁸ <https://www.bis.gov/licensing/country-guidance/syria-export-controls>

reconnaissance des acteurs internationaux, lui permettant ainsi de reconstruire sa réputation politique et financière.

Le Fonds Monétaire International (FMI) et les autorités syriennes ont noué des premiers contacts, plus de quinze ans après la dernière revue du pays, laissant entrevoir la possibilité d'une aide du Fonds pour la reconstruction du pays. Dans cette voie, le FMI a nommé un nouveau chef de mission pour la Syrie, le premier depuis 2009, en la personne de Ron van Rooden, précédemment chef de mission en Ukraine. A l'occasion des traditionnelles « Spring Meetings » du FMI, la dirigeante du Fonds Kristalina Georgieva a confirmé la possibilité d'un appui « prudent » à la reconstruction syrienne, sous la forme d'assistance technique (politique monétaire, consolidation fiscale, restructuration des institutions, travail statistique), à condition que le régime syrien fasse preuve de transparence et que la CBoS fasse l'objet d'un plan de renforcement de ses capacités. Ainsi, le Fonds a pu effectuer une première visite début juin afin de faire une évaluation de l'état de la Syrie et d'ébaucher les conditions de la reconstruction du pays. Le communiqué à l'issue de la visite met l'accent sur le besoin considérable d'aide internationale afin d'assister les autorités syriennes dans la restauration de l'économie, la réponse humanitaire et la reconstruction des infrastructures et institutions essentielles.

Neanmoins, le FMI ne devrait pas jouer, du moins dans un premier temps, un rôle de créancier majeur, davantage endossé par les pays du Golfe. Son implication devrait avant tout permettre de restaurer la crédibilité macroéconomique du pays. En cas d'amélioration notable sur les plans politique et économique, le Fonds pourrait alors engager un programme offrant à la Syrie des financements supplémentaires pour reconstruire le pays et relancer son économie.

La Banque mondiale devrait également jouer un double rôle crucial dans la reconstruction du pays, en tant que garant de la bonne gouvernance¹⁹ du pays et en tant que bailleur. Sur ce deuxième point, le remboursement de la dette syrienne (15,5 MUSD) auprès de l'International Development Association (IDA) de la Banque mondiale par le Qatar et l'Arabie Saoudite offre à la Syrie la possibilité de bénéficier de nouveaux financements (subventions et prêts concessionnels) auprès de la Banque. Fin juin, cette dernière a validé un don de 146 MUSD, avec des versements étagés jusqu'en 2030, pour soutenir la restauration du réseau électrique.

Politiques macroéconomiques de la reconstruction

Après avoir pu étudier les principaux défis politiques rencontrées par les autorités syriennes et même si nous avons déjà abordé certains enjeux économiques, il est temps de nous plonger dans ce qui constitue véritablement le cœur de notre sujet : la reconstruction économique de la Syrie. Concentrons-nous d'abord sur le cadre macroéconomique général de la reconstruction.

¹⁹ [Rapport sur la situation macrofiscale de la Syrie - juillet 2025](#)

La reconstruction économique n'est pas un simple processus de développement. Son objectif premier doit être de faire en sorte que le pays ne retombe pas dans la violence et le chaos. C'est la phase qui sépare le passage d'une économie de guerre à une économie tournée vers des objectifs de développement. Ainsi, les politiques de relance économique, celles souvent appliquées à des pays en sortie de crise économique, ne sauraient être appliquées grossièrement à la Syrie.

Les politiques macroéconomiques des nouvelles autorités syriennes, assistées par leurs alliés bilatéraux et les organisations multilatérales, doivent être consacrées à la constitution d'un cadre permettant le calme social et un début de développement économique. On se concentrera sur les objectifs principaux : affirmation de la Banque centrale et stabilisation de la livre syrienne, gestion de la dette publique et financement de la reconstruction.

Il est essentiel de garder à l'esprit en permanence le terreau conflictuel qu'est la Syrie aujourd'hui. Une décision pourrait sembler judicieuse sur le plan macroéconomique mais pourrait favoriser dans le même le retour de la violence.

Réforme monétaire et stabilisation de la livre syrienne

La politique monétaire est au cœur des enjeux de reconstruction. Avec la fin des sanctions qui permet le rapatriement de fonds gelés, facilite les transferts de fonds de la diaspora et autorise la CBoS à se financer sur le marché international, une politique monétaire efficace est envisageable.

Le premier objectif de la CBoS est de restaurer la confiance dans la livre syrienne, laquelle, ébranlée par la guerre et les sanctions, a perdu 99,7% de sa valeur depuis 2011. A cet égard, la CBoS doit parvenir à maîtriser l'inflation, toujours supérieure à 20%. La réussite dépend du contrôle de la création monétaire et de sa faculté à absorber les flux de devises étrangères.

D'un côté, dans un contexte de fortes tensions budgétaires pour les autorités syriennes, la création monétaire doit être contrôlée afin de ne pas alimenter le cycle inflationniste. Alors que la monnaie est très fragile, le pays ne peut pas passer par des mécanismes de financement budgétaire, par exemple le *seigneurage*.

De l'autre, la Syrie post-guerre dépend fortement des flux d'aides et de transferts de la diaspora. Néanmoins, cet apport important peut alimenter une surabondance monétaire et déstabiliser la monnaie locale. La CBoS a besoin de mécanismes de stérilisation des liquidités, par exemple via des enchères de devises, pour éviter que le flux de devises ne nourrisse l'inflation.

Le gouverneur de la CBoS, Abdulkader Husrieh, a indiqué que la Syrie était en transition vers un régime de flottement géré. C'est un régime où le taux de change est fixé par le marché mais sur lequel les autorités interviennent. D'ici là, la Syrie va adopter un régime de change fixe afin de stabiliser la monnaie.

L'une des difficultés actuelles de la politique monétaire syrienne est la méconnaissance des autorités sur la masse monétaire en circulation et sur la part des devises étrangères. Un recensement précis devrait être une priorité. Cela permettrait à la CBoS d'ajuster sa stratégie et de contribuer à la restauration de la confiance des investisseurs.

Si l'inflation est maîtrisée, l'une des options discutées est la redénomination de la livre syrienne. Néanmoins, le risque d'un retour de l'inflation n'est pas à négliger et une telle opération ne peut se faire sans avoir adressé au préalable les causes principales de la fragilité monétaire (instabilité politique, corruption, surimpression). Alors que les autorités syriennes envisagent une refonte de leur monnaie – le visage de la famille Assad apparaît encore sur les billets – aux EAU ou en Allemagne, la redénomination est techniquement envisageable quoique prématurée.

LA REDENOMINATION

La redénomination monétaire consiste à modifier l'unité de compte d'une monnaie, généralement en supprimant des zéros afin de simplifier les transactions et les écritures comptables. Cette opération intervient souvent dans des contextes d'hyperinflation ou de réformes économiques majeures, pour restaurer la confiance dans la monnaie nationale.

Un autre objectif de la CBoS est d'homogénéiser l'utilisation de la livre syrienne sur l'ensemble du territoire et lutter contre l'ampleur du marché noir. Face à la dévaluation de la livre syrienne, de nombreux habitants se sont tournés vers d'autres devises, notamment la livre turque et le dollar américain. La livre turque est notamment utilisée dans le nord du pays. Si cela a permis d'atténuer les effets de l'hyperinflation et de contenir la baisse du pouvoir d'achat, cette hétérogénéité monétaire sur le territoire syrien limite l'influence de la CBoS sur l'économie syrienne. Une telle fragmentation monétaire créé des distorsions de salaires et de prix des biens importantes entre le nord et le reste du pays, toujours adepte de la livre syrienne, compliquant de fait les relations commerciales à l'intérieur de la Syrie. Au-delà de l'incertitude économique provoquée, ce système de double monnaie renforce l'influence de la Turquie dans le nord. Ainsi, si l'utilisation de la livre turque a pu être tolérée à raison, il faut impérativement que la CBoS réaffirme l'usage homogène de la livre syrienne.

Le marché noir limite la capacité de la banque centrale à mener une politique monétaire efficace ; favorise la spéculation et la corruption, fragilisant des institutions déjà fragiles ; prive l'Etat de recettes potentielles ; déstabilise les prix intérieurs car une distorsion se créa avec les salaires officiels. Le marché noir est créé par l'incapacité du système officiel à rencontrer la demande en devises de sa population et l'instabilité de la livre syrienne. Depuis mars, la CBoS a ainsi procédé à plusieurs hausses de la livre afin de réduire l'écart entre le taux officiel et parallèle. Néanmoins, la « victoire » de la livre officielle passera par une restauration complète de la confiance de la monnaie. De plus, la CBoS a besoin de réserves en dollars suffisantes pour absorber la demande de la population et ainsi limiter le rôle du marché noir.

Si la stabilisation monétaire est une condition indispensable à la reconstruction, elle n'en est pas le moteur. La relance de l'investissement, la remise en état des infrastructures et la restauration des services publics nécessitent des financements massifs, durables et bien orientés. Or, dans un contexte de faibles marges

budgétaires, la question du financement de la reconstruction syrienne devient un enjeu aussi stratégique que complexe, d'autant que le pays est déjà dans une situation d'endettement massif héritée du régime de Bachar al-Assad.

Gestion de la dette publique

L'un des principes les plus structurels du droit international est celui de continuité de la dette successorale gouvernementale. Même si un pays traverse un bouleversement politique majeur, il doit honorer ses engagements auprès de ses créanciers. S'il existe des mécanismes mobilisables pour traiter de la dette contractée par des régimes dictatoriaux ou belliqueux (*odious debt, war debt*), ceux-ci ne sont pas reconnus par un régime juridique codifié internationalement accepté et leur mise en œuvre dépend d'arrangements.

Ainsi, la République arabe syrienne, malgré la chute de Bachar al-Assad, doit respecter ses engagements financiers, ou les renégocier, ou les annuler. S'il est difficile d'obtenir des données exactes du niveau d'endettement actuel du gouvernement syrien, il est certain qu'il dépasse le niveau du PIB et qu'il pèse lourdement sur la marge de manœuvre du nouveau gouvernement actuel, limitant les perspectives de refinancement et donc celles de la reconstruction. Il est donc important que la dette syrienne fasse l'objet d'une restructuration, celle-ci pouvant inclure une part d'annulation. Si elle n'est pas urgente, d'autant que le processus prendra sûrement plusieurs années, son amorce enverrait un signal de stabilité et de prévisibilité aux bailleurs et investisseurs potentiels.

Le premier enjeu de la gestion de la dette publique syrienne est de déterminer précisément sa composition, en identifiant le stock exact, la nature des emprunts (obligations, prêts bilatéraux, multilatéraux etc...), leurs modalités (taux d'intérêt, échéances) ainsi que l'identité des créanciers. Selon la dernière communication du gouvernement à ce sujet en mars, ils étaient encore en train de « regarder les chiffres ». Cette absence de consolidation statistique résulte de l'effondrement institutionnel lié à la guerre, de l'opacité des accords conclus avec les soutiens du régime assadiste et de l'absence de reporting auprès des institutions financières internationales.

Selon le ministre des Affaires étrangères Assad al-Shibani, la dette externe syrienne, c'est-à-dire celle contractée auprès d'autres pays ou organisations multilatérales serait environ de 30 Mds USD, détenue en grande majorité par l'Iran et la Russie. Les plus basses estimations font état d'une dette de 16 Mds USD auprès de l'Iran. De plus, après le début de la guerre civile, le régime assadiste arrêta de rembourser certains anciens prêts, notamment auprès de l'UE (près de 700 MUSD) et du Royaume-Uni.

Concernant la dette intérieure, c'est-à-dire celle contractée auprès de créanciers nationaux (CBoS, banques commerciales), il est très difficile d'estimer son niveau actuel. Quoiqu'il en soit, certains observateurs considèrent qu'une majorité de cette dette est aisément annulable car elle proviendrait de fonds obtenus de la CBoS via la création monétaire.

Enfin, la dette commerciale, c'est-à-dire celle contractée auprès de créanciers privés étrangers (banques commerciales, investisseurs obligataires), est très mal connue. Les seuls observateurs qui l'évoquent l'estiment faible.

Ainsi, le défi principal de la restructuration potentielle de la dette syrienne réside dans la négociation avec l'Iran et la Russie. Cette question a de lourdes implications pour la reconstruction du pays. En effet, les pays occidentaux, les monarchies du Golfe et les institutions multilatérales seront plus réticents à prêter ou donner de l'argent au gouvernement syrien s'ils n'ont pas la certitude que celui-ci soit utilisé pour rembourser la dette à l'égard de l'Iran et de la Russie. Toute coordination multilatérale paraît à cet égard ardue.

D'un côté, en raison des tensions entre le nouveau régime syrien et Téhéran et de l'isolement diplomatique de l'Iran sur la scène internationale, il est possible que la Syrie procède à une annulation unilatérale, partielle voire complète, de ses dettes iraniennes. L'Iran dispose de peu de leviers coercitifs qui pourraient forcer Damas à rembourser. De plus, les autorités syriennes pourraient mobiliser des concepts tels que la dette odieuse ou la dette de guerre afin de ne pas trop dégrader sa réputation et éviter de fragiliser sa capacité à trouver des financements.

De l'autre, considérant l'influence persistante de la Russie en Syrie²⁰ et sur la scène internationale, il est plus probable que Damas privilégie une renégociation bilatérale de sa dette russe. Alors que la Russie cherche à maintenir sa présence au Proche-Orient, notamment via sa base navale située sur la côte méditerranéenne à Tartous, et à profiter des retombées économiques de la reconstruction syrienne, nous sommes en droit de penser qu'un accord pourrait être trouvé entre les deux parties. Par exemple, en échange du maintien de la base de Tartous et/ou d'octroi de contrats à des entreprises russes, Damas pourrait obtenir une annulation partielle de sa dette assortie d'un rééchelonnement du stock restant.

L'essentiel pour les autorités syriennes dans ce processus est de diminuer le fardeau de la dette sur la reconstruction du pays et de réparer sa crédibilité financière, notamment via des audits conduits par les institutions multilatérales, afin qu'elles puissent trouver des financements.

Financement de la reconstruction

Alors que la levée de la majorité des sanctions dessine un environnement plus propice à l'afflux de capitaux, la mobilisation des financements nécessaires à la reconstruction dépend de l'origine des financements (bilatéraux, multilatéraux, privés), de leur forme (prêts concessionnels, dons, obligations) et de leurs conditions (taux, échéances, engagements de gouvernance).

Néanmoins, il est important que les autorités syriennes et les acteurs de la reconstruction établissent un cadre qui garantisse la protection des investissements – et donc qui encourage l'afflux d'IDE – ainsi que la bonne allocation des ressources vers l'urgence humanitaire et la reconstruction, et la bonne coordination entre l'ensemble des acteurs.

Si l'afflux massif de financements est primordial, considérant que les coûts de la reconstruction sont estimés entre 250 et 923 Mds USD²¹, il faut que cet argent serve à améliorer la situation économique et humanitaire de la Syrie. Sans cadre

²⁰ Le gouvernement syrien aurait apparemment invité la compagnie pétrolière russe Tatneft à reprendre son activité à Block 27, proche de la frontière irakienne (<https://t.co/qp9jySAb00>)

²¹ [UNDP - Syria socioeconomic assessment](#)

qui établisse une structure légale et coopérative, la voie serait ouverte à toutes les velléités prédatrices.

Dans ce contexte, la création d'un Fonds syrien de reconstruction, doté d'un statut légal spécifique et chargé de centraliser les apports (dons bilatéraux, prêts concessionnels, capitaux privés), est envisagé. Si cette solution a souvent été appliquée dans des cas de reconstruction, son efficacité dépend de son utilisation et de sa transparence. Ce fonds doit être présidé par un Conseil de pilotage réunissant, à parité, des représentants du gouvernement de transition, des bailleurs bilatéraux et multilatéraux, ainsi que des représentants de la société civile. En plus de permettre une juste répartition des financements vers les secteurs productifs, une telle structure pourrait garantir la protection juridique des investissements étrangers tout en assurant la transparence de l'allocation des ressources. En Irak, à la suite de l'éviction de Saddam Hussein, la résolution 1483 du Conseil de Sécurité de l'ONU avait transféré le pouvoir d'autoriser des dépenses sur les recettes pétrolières à un conseil de développement créé ad hoc et avait mis en place une protection juridique des actifs pétroliers irakiens afin qu'ils ne puissent pas être saisis par des juridictions étrangères. Si les situations syrienne et irakienne sont évidemment très différentes, l'idée est la même. Les actifs et ressources de la Syrie doivent servir à la reconstruction et au développement du pays et non à l'apurement de dette ou à assouvir les intérêts prédateurs d'acteurs étrangers ou nationaux souhaitant profiter d'un pouvoir central faible.

Par ailleurs, un mécanisme de coordination humanitaire pourrait être instauré sous l'égide de l'ONU et des grandes ONG internationales, en partenariat avec le Fonds de reconstruction. Il viserait à harmoniser les programmes d'aide d'urgence avec les projets de réhabilitation des infrastructures, de manière à éviter les doublons et à cibler en priorité les zones les plus vulnérables.

Les autorités syriennes ont déjà mis en place des réformes pour améliorer le cadre légal et ainsi attirer des IDE et pour faciliter l'entrée et la sortie des capitaux. La Bourse de Damas a été réouverte début juin après une suspension de six mois et quelques semaines après l'annonce de la levée des sanctions. Si cette réouverture envoie un signal positif supplémentaire, ses effets restent dépendants d'une modernisation des règles encadrant les transactions.

Pour l'instant, le délitement des institutions financières publiques et l'isolement prolongé du pays sur les marchés internationaux limitent fortement les sources internes de financement.

La solution privilégiée par la nouvelle administration est l'appui bilatéral qui a l'avantage d'être plus agile et mobilisable plus rapidement. Nous avons déjà évoqué le rôle des principaux partenaires de la Syrie post-Assad, c'est-à-dire l'Arabie Saoudite, la Turquie et le Qatar. Leur appui financier peut prendre plusieurs formes : dons, aide humanitaire, prêts concessionnels, aide liée.

Les sanctions partiellement levées, la Syrie peut maintenant envisager de se financer sur les marchés internationaux. Une des solutions envisagées par le gouvernement de transmission est l'émission de sukuk.

LE SUKUK

Le sukuk est un instrument financier labellisé conforme à la loi islamique. Il donne à son détenteur une part de copropriété dans un actif réel, lui permettant de recevoir une part des recettes générées par cet actif. Conformément aux principes de la finance islamique qui interdisent l'intérêt, le sukuk repose sur le partage des profits et des risques liés à l'actif sous-jacent.

Un sukuk souverain est émis par un Etat pour financer des projets publics ou des infrastructures. Contrairement aux obligations classiques où l'Etat s'engage à verser des intérêts fixes, comme le sukuk souverain repose sur la copropriété, les revenus versés dépendent de la rentabilité réelle de l'actif.

De plus, en raison de la faible capacité d'endettement syrienne, on pourrait imaginer des mécanismes d'émission d'obligation prenant en compte la difficile situation dans laquelle se trouve la Syrie. Ces obligations pourraient par exemple indexer le taux d'intérêt au respect de certains indicateurs de transparence, de réforme institutionnelle ou de croissance inclusive, incitant ainsi à une trajectoire vertueuse.

Les banques régionales de développement, comme la Banque islamique de développement ou la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII), pourraient également jouer un rôle clé dans le financement d'infrastructures essentielles.

Entre urgence humanitaire et volonté de développement : quelle reconstruction de la Syrie ?

Alors que le pays fait face à une crise humanitaire de grand ampleur, les autorités n'ont pas le droit d'échouer dans leur réponse à cette crise. Le pays est fragile, le spectre du retour du chaos et de la violence bien présent. Ainsi, la priorité de la reconstruction doit être de subvenir aux besoins primaires de la population le plus rapidement possible. La population doit voir les dividendes du changement et de la paix, sinon le pays pourrait s'embraser de nouveau.

Or, dans le même temps, le gouvernement de transition doit mettre en place les conditions d'un développement économique possible à moyen terme. La conciliation de ces deux objectifs, non nécessairement alignés, rend l'équation complexe.

Rôle de la diaspora et des déplacés internes

La mobilisation de la diaspora et le retour des déplacés internes sont au cœur du passage de l'urgence humanitaire à une reconstruction durable. Ce sont eux qui,

par leurs transferts financiers et leur expertise, maintiennent à flot les conditions de vie en Syrie, tout en participant directement à la remise en état des services et au renforcement du lien social.

Depuis la chute du régime Assad le 8 décembre 2024, près de 372 000 Syriens réfugiés à l'étranger sont rentrés volontairement, et l'UNHCR anticipe 1,5 million de retours d'ici fin 2025. Dans le même temps, environ 1,95 million de déplacés internes sont retournés dans leur localité d'origine, parmi les 7,4 millions recensés avant la chute. Ces mouvements s'inscrivent dans un contexte où plus de 90% de la population vit sous le seuil de pauvreté et où 12,9 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire. Parallèlement, les réfugiés syriens hébergés dans les pays voisins restent extrêmement précaires : plus de 90% d'entre eux au Liban et en Jordanie dépendent de l'aide humanitaire pour survivre, et 90% des Syriens en Turquie ne peuvent couvrir leurs besoins essentiels.

La diaspora et les déplacés internes constituent à la fois les premiers acteurs et les principaux bénéficiaires de la reconstruction syrienne. Les Syriens établis à l'étranger alimentent chaque année l'économie nationale de l'ordre de 3 Mds USD par leurs envois de fonds, tandis que les déplacés internes mettent leur connaissance du terrain au service des chantiers de remise en état des réseaux d'eau, de routes et de santé. Pourtant, leur retour effectif est intimement lié à l'avancée même de la reconstruction : sans un accès à un logement décent, à l'électricité et à des services publics fonctionnels, ni la diaspora ni les déplacés n'ont la garantie de pouvoir s'y réinstaller durablement. Ce paradoxe rend d'autant plus crucial le soutien précoce à ces populations. Il ne s'agit pas seulement de financer les projets d'infrastructures, mais de recréer en amont les conditions minimales d'un retour digne et stable.

Même si les restrictions bancaires ont été levées, le retour se heurte toujours à la pénurie de logements restaurés et à la fragilité des services publics. Nombre de logements ont disparu sous les bombardements ou ont été réquisitionnés, et les procédures de restitution foncière demeurent longues malgré l'ouverture de registres numérisés. Les réseaux électriques, même renforcés par de nouveaux accords gaziers, peinent encore à garantir une alimentation plus soutenue que deux à quatre heures par jour, tandis que seuls 37% des centres de soins primaires et 57% des hôpitaux fonctionnent pleinement. Les risques liés aux mines et aux engins non explosés, ainsi que les violences sporadiques, ajoutent une dimension sécuritaire qui dissuade nombre de rapatriés potentiels.

Pour encourager le retour et l'engagement de la diaspora et des déplacés internes, les autorités syriennes doivent agir sur plusieurs fronts simultanés. La priorité est de créer un environnement économique et institutionnel suffisamment stable pour restaurer la confiance. Cela implique des réformes bancaires, une modernisation de la Banque centrale et un cadre juridique plus clair pour sécuriser les investissements privés. Des efforts sont en cours pour stabiliser le secteur financier et élargir l'accès au crédit, notamment dans les domaines du logement et de la protection sociale, afin de favoriser l'installation de ceux qui souhaitent revenir.

L'État doit également renforcer l'offre de services publics de base, en particulier dans les domaines de l'énergie, de la santé et de l'éducation, afin de rendre les zones de retour plus vivables. La levée des sanctions et la réintégration du système bancaire syrien dans les circuits internationaux constituent une opportunité pour

faciliter les transferts de fonds, attirer les investissements de la diaspora et stimuler la reprise économique.

Enfin, il est crucial que les pays hôtes accompagnent cette dynamique en assouplissant les dispositifs de séjour, en permettant des allers-retours temporaires, et en soutenant les projets de coopération entre institutions locales et membres de la diaspora. La reconstruction passe autant par le retour physique que par la contribution à distance. Offrir à la diaspora des canaux sûrs, transparents et utiles pour participer au redressement national est l'une des clés d'un processus de reconstruction durable.

Cette mobilisation de la question de la diaspora fait émerger les principales problématiques immédiates auxquelles sont confrontées les nouvelles autorités syriennes. La reconstruction s'incarne véritablement dans la remise en route des principaux secteurs qui portent le pays et sa population.

Reconstruction énergétique

Après une décennie de guerre, le secteur énergétique syrien est à l'agonie. Concernant le réseau électrique, le pays a perdu plus de la moitié de sa capacité de production comparé à 2010, notamment en raison de la destruction des centrales thermiques de Homs ou d'Alep. De plus, plus de la moitié du réseau électrique a été gravement endommagé. En conséquence, les Syriens n'ont accès à l'électricité que 2 à 4 heures par jour via le réseau conventionnel. De même, alors que l'économie du pays était tributaire des performances du secteur pétrolier (25% des recettes fiscales en 2010), ce dernier a grandement souffert de la guerre et des sanctions. Sa production quotidienne de barils a chuté de 400 000 à seulement 20 000 ! La consommation nationale était alors principalement assurée par les hydrocarbures iraniens mais Téhéran a coupé les vannes au moment de la chute de Bachar al-Assad et ni la Turquie ni le Qatar n'est pour l'instant parvenu à combler le trou iranien.

Cette crise énergétique a des conséquences directes sur la vie quotidienne des populations et participe à l'urgence humanitaire syrienne. Sans un approvisionnement stable en électricité, l'industrie ne peut pas produire, l'agriculture ne peut pas irriguer et les transports ne peuvent pas fonctionner de manière fiable. Cette situation empêche toute reprise productive et freine la création d'emplois. La crise énergétique aggrave la vulnérabilité de la population et rend plus difficiles l'accès à l'eau, aux soins médicaux et à l'éducation. Les systèmes de pompage et de traitement de l'eau sont souvent hors service, les hôpitaux manquent d'énergie pour alimenter leurs équipements et les écoles doivent réduire leur temps d'enseignement faute de courant.

Le premier objectif du gouvernement de transition est de fournir suffisamment d'électricité aux ménages et aux entreprises pour couvrir 10 heures de consommation. En ce sens, le gouvernement cherche à couvrir ses besoins en combustibles fossiles afin de faire tourner les usines en état de marche. Malgré la levée des sanctions économiques internationales permettant au gouvernement de s'approvisionner sur le marché international, les autorités disposent d'une marge financière réduite et sont dépendantes des importations turques et qataries qui relèvent davantage d'une réponse court-termiste.

La sécurité énergétique syrienne passe alors par la renaissance de son secteur national et l'augmentation substantielle de la production domestique. Or, la majorité des gisements fossiles syriens se situe au nord du pays, dans des zones contrôlées par le groupe kurde des Forces Démocratiques Syriennes. Si un accord avait été signé entre les deux parties en février, établissant la fourniture de 5000 baril/jour, son application est incertaine et dépendante de l'évolution de la situation politique entre l'administration centrale et les mouvements kurdes.

La Syrie est alors dépendante des investissements étrangers pour reconstruire sa capacité extractive lui permettant de combler ses besoins énergétiques. Au-delà de la proximité politique partagée par la nouvelle administration avec des pays de la région favorisant la coopération économique, le pays présente un potentiel énergétique qui peut attirer les investisseurs.

La Syrie dispose de réserves d'hydrocarbures importantes, dont l'exploitation est nécessaire à la reconstruction du pays. La Syrie dispose d'environ 8,5 trillions de mètres cubes de gaz et de 2,5 milliards de barils de pétrole, répartis principalement dans les provinces orientales et nord-orientales (Deir-ez-Zor avec les champs d'al-Omar à 760 millions de barils et d'al-Tanak, Hasakah, Raqqa) tandis que ses gisements gaziers se situent surtout au centre et à l'est du pays.

Le pays dispose également d'un fort potentiel dans les énergies renouvelables. Il est situé dans la « solar belt » et bénéficie ainsi de plus de 300 jours par an, le rendant ainsi propice à l'installation de technologies solaires. De plus, plusieurs régions connaissent des vitesses de vent annuelles supérieures à 6 m/s, traduisant de leur potentiel éolien.

La reconstruction énergétique du pays aiguise les appétits de nombreux acteurs étrangers. On a déjà eu l'occasion d'évoquer le contrat de 7 Mds USD porté par un conglomérat américano-turco-qatari. Pour dresser un éventail plus large des opportunités possibles, intéressons-nous au cas de la Turquie, qui s'est vite positionnée et entend bien devenir un hub énergétique régional. Istanbul veut renforcer les interconnexions électriques, exploiter et commercialiser les ressources énergétiques syriennes (gaz naturel en sous-sol et dans la Zone Economique Exclusive) ainsi que dynamiser les différents projets de corridors énergétiques. Nous pouvons déjà citer de nombreuses initiatives prises par le gouvernement et les entreprises turques. En mai dernier, les autorités des deux pays ont signé un accord de construction d'un gazoduc permettant à la Turquie d'approvisionner la centrale électrique d'Alep. De plus, la Turquie espère relancer les projets Arab Gas Pipeline, reliant l'Egypte à la Turquie, et du gazoduc Qatar-Turquie. Enfin, Ankara souhaite relancer l'exploitation des champs existants et la construction de nouveaux oléoducs qui permettraient l'acheminement du pétrole syrien vers les terminaux turcs.

Selon les données collectées par le cabinet Karam Shaar Advisory, le soutien de pays régionaux assure près du tiers des besoins en gaz du pays. La contribution turque s'élèverait à 24% tandis que le soutien qatari, avec la collaboration de la Jordanie et du United Nations Development Project (UNDP), s'élèverait à 9%. Du reste, la Syrie assume 35% de ses besoins, ses besoins en gaz n'étant donc assouvis qu'aux deux-tiers.

Si elles vont devoir affronter une compétition féroce, avec la présence des Turcs, des pays du Golfe, des Américains, voire des Russes, les acteurs français et européens ont un rôle à jouer dans la reconstruction du secteur énergétique syrien, tant sur le volet urgence humanitaire que sur celui du développement économique.

L'Union européenne doit jouer un rôle majeur dans la reconstruction énergétique de la Syrie en offrant un équilibre face aux initiatives turques, qataries, voire russes. En mobilisant ses instruments de voisinage et de développement, tels que le NDICI²² et les prêts de la Banque européenne d'investissement, Bruxelles peut à la fois sécuriser ses propres approvisionnements et soutenir la réponse humanitaire sur le terrain.

En exigeant des normes élevées de gouvernance et de respect de l'environnement, l'UE peut protéger ses intérêts stratégiques, réduire l'influence de la Turquie et des pays du Golfe et limiter les tentatives de contrôle de la Russie et de l'Iran. Elle peut faire entendre la possibilité pour la Syrie de rejoindre le projet EastMed, ce grand corridor électrique qui reliera la Méditerranée orientale à l'Europe continentale, afin de diversifier les routes d'exportation et de ne pas laisser Ankara étendre son activisme déjà manifeste en Libye et dans les eaux contestées de la Méditerranée orientale. Par ailleurs, l'expertise européenne dans les technologies renouvelables, notamment le solaire, l'éolien et les réseaux intelligents, représente un levier essentiel pour moderniser durablement le réseau syrien et garantir l'accès à l'électricité des hôpitaux, des écoles et des systèmes de pompage.

Pour les grands groupes français, la reconstruction syrienne constitue une opportunité quoique difficile à saisir. Total, Engie et EDF, présents avant 2011, peuvent d'abord apporter une assistance technique pour la remise en état des centrales thermiques et des lignes de transmission existantes. Cette première phase permettrait ensuite de nouer des joint-ventures avec des partenaires syriens, offrant un partage équitable des recettes et un transfert de savoir-faire durable. Une fois le secteur stabilisé, ces mêmes entreprises pourraient soutenir l'exportation de gaz, d'électricité verte ou de produits raffinés vers la région, renforçant ainsi le tissu industriel syrien et créant des synergies économiques bénéfiques pour la région méditerranéenne.

En définitive, la reconstruction du secteur énergétique syrien constitue un des principaux défis du gouvernement de transition qui, malgré sa dépendance financière et technique aux puissances étrangères, doit se prémunir de toute prédation des actifs énergétiques syrien qui pourrait gravement endommager le développement de la Syrie à moyen et long terme.

Reconstruction agricole

La reconstruction de l'industrie agricole syrienne est un enjeu central dans le redressement économique et social du pays. Secteur historiquement majeur de l'économie syrienne, l'agriculture a été dévastée par plus d'une décennie de guerre, de sanctions, de mauvaise gouvernance, et désormais par les effets du changement climatique. Nombre de terres, autrefois fertiles, sont aujourd'hui en friche, les récoltes anéanties par la sécheresse.

Ces difficultés agricoles se traduisent en crise humanitaire : insécurité alimentaire grandissante, exode rural, appauvrissement généralisé. Or, la relance du secteur agricole est indispensable à la stabilisation du pays. 45% de la population vit de la production agricole. De plus, l'agriculture représente des opportunités de revenus

²² Instrument de Voisinage, de Coopération au Développement et de Coopération Internationale

pour les populations fragiles comme les populations rurales, les femmes ou les anciens combattants.

Le nouveau gouvernement a esquissé une politique d'urgence pour résoudre ces difficultés, mais celle-ci demeure insuffisante. La désorganisation du pays touche également le secteur agricole. Le déficit d'une gouvernance efficace est criant et des pratiques héritées des années Assad demeurent. Par exemple, les détournements de flux par des particuliers ou des entreprises persistent.

Pourtant, l'agriculture est un secteur qui doit bénéficier d'une attention particulière du gouvernement, surtout que la Syrie traverse l'un des pires épisodes de sécheresse de son histoire. La reconstruction d'un secteur agricole résilient permettrait de créer des centaines de milliers d'emplois, de limiter ainsi l'exode rural, et de réduire les importations et donc les pressions sur les réserves.

De plus, si l'aide internationale est vitale pour répondre à l'urgence humanitaire, elle doit être articulée avec les programmes de soutien aux producteurs. Si l'on prend l'exemple de l'Afghanistan post-2001, les dons massifs de céréales pour pallier la famine ont inondé les marchés locaux et créé des distorsions de prix énormes pour les producteurs locaux qui ne pouvaient plus vendre en couvrant leurs coûts de production. La conséquence fut la contraction de la production locale afghane et, quand l'aide internationale s'est réduite, la filière locale était incapable d'assumer les besoins de la population.

Une dépendance prolongée, non coordonnée avec la structuration d'un écosystème productif local, peut avoir des conséquences désastreuses au long terme.

La Syrie et ses partenaires internationaux doivent ainsi mettre en place des politiques de manière coordonnée et ciblée pour que le pays recouvre la sécurité alimentaire. La première urgence est de réhabiliter les infrastructures existantes, notamment les réseaux d'irrigation et les infrastructures hydrauliques (canaux, barrages), et d'organiser la gouvernance de ces infrastructures via un cadre clairement défini. De plus, la question du retour des déplacés sera majeure. Des mécanismes clairs de propriété foncière doivent être mis en place afin d'éviter des conflits de propriété.

La FAO a notamment annoncé un plan d'urgence sur trois ans pour améliorer la sécurité alimentaire de la Syrie. L'objectif est de rendre la population moins dépendante de l'aide humanitaire et qu'elle puisse produire elle-même ce qu'elle consomme, souhaitant ainsi conjuguer réponse urgente et soutenabilité à long terme. Le plan, doté de 286 MUSD se concentre sur l'augmentation de la production rapidement, le soutien aux petits exploitants et l'adaptation des systèmes agricoles aux aléas comme la sécheresse.

Reconstruction des infrastructures stratégiques

La reconstruction des infrastructures stratégiques, tels que les ports et les routes, constitue un autre fondement d'une relance économique cohérente et résiliente pour la Syrie post-conflit.

Le 24 avril, l'Autorité générale des ports terrestres et maritimes a annoncé l'ouverture aux investissements dans plusieurs zones franches situées dans des zones clés du développement : Damas et son aéroport, Alep, Lattaquié ou encore Tartous. Le gouvernement syrien adopte une politique pro-marché afin de

restaurer la confiance des investisseurs et faire affluer les capitaux et les entreprises.

Ainsi, ladite autorité a déjà signé plusieurs accords non-constraining avec divers opérateurs pour la reconstruction et l'exploitation d'infrastructures stratégiques.

Elle a signé avec DP World, géant émirati de l'exploitation portuaire, pour le développement et la gestion du terminal du port de Tartous, grandement endommagé pendant la guerre. L'accord établit dans le même temps des zones franches et des zones industrielles.

100 kilomètres au nord, **l'Autorité a cédé l'exploitation du port de Lattaquié à l'opérateur maritime français CMA-CGM** contre 260 MUSD pour une période de 30 ans. L'objectif est de moderniser les infrastructures du port pour le mettre au niveau des standards internationaux. Les revenus issus du port seront partagés : 60% pour l'Etat syrien et 40% pour CMA-CGM. L'entreprise française, présente dans les ports libanais de Beyrouth et Tripoli, opérait déjà le port de Lattaquié depuis 2009 avec le Chinois China Merchants. Néanmoins, la durée de la concession indique une volonté de CMA-CGM - et de la France - de se maintenir en Syrie, impliquant dès lors des investissements considérables.

Enfin, plus globalement, c'est l'ensemble de la Syrie qui est à reconstruire. Le besoin de reconstruction dans le bâtiment et les travaux publics est considérable. Le BTP est essentiel pour rétablir l'accès aux services fondamentaux, mais aussi pour créer de milliers d'emplois locaux.

Ce secteur représente une opportunité exceptionnelle particulièrement pour les groupes turcs de génie civil et de BTP. Dès le lendemain de la chute de Bachar al-Assad, la valorisation des principaux groupes turcs de la construction (Oyak, Cimsa etc...) progressait de plus de 10%. De nombreux leaders du marché en Turquie entretiennent de très bonnes relations avec le président Erdogan, ce qui est un levier non négligeable dans un pays encore instable et dont la reconstruction est pilotée par le pouvoir central.

En définitive, la reconstruction sectorielle de la Syrie ne pourra réussir sans l'engagement actif d'acteurs étrangers, indispensables pour mobiliser les financements, introduire les technologies les plus adaptées et structurer des partenariats pérennes. Leur apport est crucial pour soutenir un redressement rapide et efficace des infrastructures, de l'agriculture ou encore de l'énergie. Néanmoins, ce processus ne peut se faire sans les Syriens eux-mêmes. Les opportunités offertes par la reconstruction doivent favoriser l'inclusion des habitants, renforcer le tissu local et les PME afin de générer des effets positifs pour l'ensemble de la société.

CONCLUSION

Le processus de reconstruction de la Syrie est long, incertaine et semé d'embuches. Il doit avant tout répondre à l'urgence humanitaire en garantissant à la population un accès sûr et durable aux services de base. Mais il ne saurait se limiter à une logique de survie. La reconstruction doit poser les jalons de la relance économique, notamment grâce à la (re)fondation d'un cadre institutionnel efficace. Le but doit être la paix puis le développement économique à plus long terme.

Ce processus ne se réduit pas uniquement à des considérations économiques et financières. C'est d'abord un processus fondamentalement politique mais sur lequel les succès ou échecs économiques ont des effets décisifs. La réussite de la reconstruction repose sur la volonté politique de transformation et de réconciliation. Si les premiers mois du gouvernement de transition ont été marqués par certains succès, par exemple la levée des sanctions, les promesses de libéralisation politique et de construction d'une unité nationale sont loin d'être tenues. Le manque d'inclusivité de l'ensemble des composantes de la société limite la portée des avancées.

Pourtant, les risques d'un retour de la violence et d'une fragmentation accrue du pays sont bien réels. Les tensions sociales ou ethniques, nourries par la dictature et la guerre, et instrumentalisées par des puissances étrangères ou des groupes terroristes, ne peuvent pas être apaisées sans dialogue ni compromis. La population syrienne doit percevoir les dividendes de la fin de Bachar al-Assad et de la guerre civile. Ce constat est d'autant plus vrai pour les populations les plus susceptibles de faire revenir la violence.

Dans ce processus, l'Etat joue un rôle central. Il doit protéger la paix, planifier la reconstruction, être garant de la stabilité macroéconomique et organiser la redistribution. Cependant, il agit sous fortes contraintes. L'assèchement des comptes publics imposent des arbitrages difficiles entre mesures d'autarcie et soutien à la population.

La Syrie ne pourra pas mener seule les efforts de la reconstruction. Néanmoins, elle doit être l'acteur principal du processus. Celui-ci ne peut pas se faire au prix de l'indépendance politique ou économique du pays. Derrière les promesses d'investissements s'élevant à plusieurs milliards de dollars, la reconstruction ne doit pas se faire au détriment de la population et du processus de paix. De plus, il n'existe pas de recette miracle, le processus nécessite une prise en main par les autorités du pays et adapté selon les spécificités et les besoins de la Syrie.

Dans ce contexte, la France et l'Union européenne doivent assumer un rôle actif. Alors que la situation actuelle au Moyen-Orient nous rappelle le déclin du poids politique des pays européens, ceux-ci ne peuvent pas se permettre d'être de simples observateurs. La Syrie est un pays méditerranéen. Ce qui se passe en Syrie a des implications pour l'Europe. Ainsi, il est nécessaire que les Européens aient une présence économique forte et participent à la réponse humanitaire. L'UE ne peut pas laisser la Turquie ou les pays du Golfe capter seuls les dividendes économiques ou énergétiques de la reconstruction syrienne.

Pour les Français, les opportunités sont réelles mais difficilement exploitables. La reconstruction est souvent un moment d'opportunités pour les acteurs privés : les financements affluent, les projets d'infrastructures se multiplient alors que le cadre étatique et réglementaire est encore flou. Au vu des besoins considérables, les groupes français spécialisés dans les énergies ou le génie civil peuvent espérer

tirer leur épingle du jeu. Néanmoins, seuls ceux capables de naviguer dans des environnements légaux complexes (sanctions et conformité), d'être agiles face aux évolutions politiques et de savoir mobiliser les bons relais institutionnels peuvent imaginer une activité en Syrie.

En somme, la reconstruction de la Syrie ne sera ni linéaire ni rapide. Elle demandera de la patience, de la lucidité, et une volonté politique constante. Mais elle peut aussi être, pour la Syrie comme pour ses partenaires, l'occasion de refonder une relation nouvelle, au service de la paix et du développement.

Pour aller plus loin :

Joseph Daher, [Le Martyre d'une révolution](#), 2022 Fabrice Balanche, [Les leçons de la crise syrienne](#), 2024

[CADTM - Les perspectives de restructuration de la dette de la Syrie](#), Eric Toussaint, Mai 2025

[Financing Mechanisms for Post-Conflict Reconstruction - Center for International Policy](#), 2007 [Rapport FMI Syrie 2007](#)

[Syria's Post-Conflict Recovery : Challenges and Prospects for Reconstruction and Stability](#), Bilal Mahli, avril 2025

[Les Sanctions invisibles : Comment les règlementations financières entravent l'action humanitaire en Syrie](#), IMPACT, Joseph Daher

[Economic Reconstruction and Reforms in Post-Conflict Countries](#), Graciana del Castillo, Ralph Bunche Institute of International Studies, 2015

[Sanctions, Governance and Reconstruction in Syria : Mapping a way forward](#), Erwin van Veen at Clingendael, Avril 2025

[From Authoritarianism to Upheaval : the Political Economy of the Syrian Uprising and Regime Persistence](#), Housam Darwicheh for Institute of Developing Economies, 2015

[Syria needs a debt restructuring but that will be difficult](#), Adnan Mazarei for Peterson Institute, Mars 2025

[Can Syria Recover ?](#), Foreign Affairs, Natasha Hall & Ninar Fawal, Mai 2025

[Syria's Biggest Problem](#), Foreign Affairs, Jesse Marks & Hazem Rihawi, Février 2025 [Syria's Post-Authoritarian Trap](#), Foreign Affairs, Janvier 2025

[The Coming Clash over Syria](#), Foreign Affairs, David Makovsky & Simone Saidmehr, mai 2025 [America Can Best Help Out Syria by Getting Out](#), Foreign Affairs, Robert S. Ford, Mars 2025 [Syria's Uncertain New Order](#), Foreign Affairs, Jerome Drevon, Avril 2025

[Regional Reactions to the Transition in Syria](#), International Institute for Strategic Studies, Mars 2025

Médias :

- [The Syria Report](#)
- [Karam Shaar Advisory](#)
- [MEI's Syria Initiative](#)
- [Charles Lister](#)
- [Cédric Labrousse](#)



- [Wassim Nasr](#) (ses podcasts : [Radio France](#))